

DOSSIER D'ÉTUDE

216

Collection des documents de travail de la Cnaf

Enfance, bien-être, parentalité

Synthèse des travaux de la Chaire Cnaf
de 2017 à 2020

Cnaf - EHESP

Claude Martin
avec
Julia Buzaud
Kevin Diter
Zoé Perron

2020

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS ----- 3

INTRODUCTION ----- 5

Partie 1 – La mesure du bien-être des enfants et ses difficultés ----- 9

A. Revue de littérature ----- 9

Le développement de la notion de « bien-être » ----- 9

Les principales caractéristiques du bien-être chez les enfants ----- 11

B. Problèmes épistémologiques ----- 13

Le conditionnement culturel du bien-être ----- 13

Le bien-être, un concept multidimensionnel mais flou ----- 14

C. Recommandations ----- 14

La notion de bien-être : un pont pour la branche famille
avec les questions de santé et de santé publique ----- 14

Penser l'enfance dans sa globalité ----- 14

Partie 2 – Des styles parentaux aux *parenting cultures* ----- 16

A. Les apports des *parentings cultures studies* ----- 16

B. Prévenir par des interventins précoces ----- 19

C. L'investissement parental : vertus et limites ----- 21

D. Recommandations ----- 24

Collectiviser la question parentale ----- 24

Développer des recherches sur les liens entre bien-être à l'école et rôle des parents ----- 24

Partie 3 – L'école, les parents, les pairs : le tryptique au cœur du bien-être des adolescents -----	25
A. L'investissement parental, un facteur clé du bien-être de tous les adolescents ? -----	26
B. L'école, les pairs et les parents : des facteurs interdépendants et cumulatifs-----	29
C. Corona minus, corona maxus : les effets inégaux du confinement sur l'évolution du niveau de bien-être des lycéens-----	32
D. Recommandations -----	34
 Bibliographie-----	 36
 Annexes-----	 40
Annexe 1 – Présentation de l'enquête Afut-Communicado et de sa méthodologie -----	40
Annexe 2 – Programme des séminaires réalisés-----	44
Annexe 2 – Publications issues des séminaires réalisés-----	46
1. Numéro spécial <i>Revue des politiques sociales et familiales</i> -----	46
2. Lien social et Politiques -----	46
3. Ouvrage publié dans la collection <i>Education and society</i> chez Wiley -----	49
4. Bilan de la valorisation scientifique -----	50

AVANT-PROPOS

La Chaire « Enfance, bien-être, parentalité » est le résultat d'un partenariat entre l'École des hautes études en santé publique (EHESP) et la Caisse nationale des Allocations familiales (CNAF) entre 2017 et 2020. L'objectif était alors d'explorer les questions de bien-être du point de vue des enfants, encore non majeurs, à la fois dans sa définition et sa mesure et dans sa portée pour les politiques publiques existantes.

Claude Martin (directeur de recherche, CNRS), titulaire de cette Chaire, ainsi que son équipe de jeunes chercheurs, composée de Julia Buzaud, Kevin Diter et Zoé Perron, proposent dans ce *Dossier d'étude* une synthèse limpide et efficace de l'ensemble des travaux réalisés dans le cadre de cette Chaire.

Le lecteur y trouvera les principaux enseignements tirés d'une littérature scientifique abondante, essentiellement internationale et relevant de nombreuses disciplines scientifiques (économie, sociologie, sciences de l'éducation, psychologie du développement, ou encore neurosciences) sur la question de la définition et la mesure du bien-être chez les enfants. Une réflexion approfondie sur les modèles de parentalité et le rôle des adultes qui interviennent auprès de l'enfant (parents, professionnels de l'éducation et autres adultes) incite à élargir notre perception des intervenants autour de l'enfant pour contribuer à son bien-être et à son développement.

Les premiers résultats d'une enquête menée auprès des adolescents (lycéens) pendant la période de confinement liée à l'épidémie de Covid-19 (mars - avril 2020) sont également esquissés dans ce document, mettant en évidence le lien étroit entre la qualité de relations entre parents et adolescents et leur perception de l'avenir, ainsi que la prégnance des inégalités sociales et de genre particulièrement marquée sur les capacités que les jeunes ont de se projeter dans les années au-delà du lycée. L'intégralité de cette enquête sera disponible dans un prochain *Dossier d'étude* (à paraître en 2021).

À la lecture de ces travaux, les décideurs publics sont invités à dépasser l'approche ordinaire par catégories d'âge qui correspondent à des institutions différentes en charge de nos enfants (structure d'accueil de la petite enfance pour les 0-3 ans, école préélémentaire pour les 3-6 ans, école élémentaire 6-11 ans, collège, lycée...) pour penser l'articulation des différentes sphères d'activité sociale de l'enfant. A travers la question de son bien-être, ces travaux de recherche encouragent à poursuivre la réflexion – déjà portée par certaines instances publiques de réflexion et de concertation, comme le défenseur des droits ou le Haut conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge – sur la manière de prendre en compte le point de vue de l'enfant, dans la construction même des politiques publiques qui lui sont destinées.

La richesse des travaux de la Chaire tient enfin à la mise à disposition en ligne et en langue française des débats entre experts de renommée internationale, qui se sont tenus lors de séminaires de recherche organisés en 2018 et 2019. Complémentaire de ce document écrit, cet accès direct à ces débats est précieux pour le lecteur et le citoyen qui s'intéressent à cette question du bien-être des enfants qui nous concerne tous.

Virginie Gimbert

**Responsable du département recherche,
des études et de la valorisation scientifique**

Direction des statistiques, des études et de la recherche (DSER)
de la Caisse nationale des Allocations familiales (Cnaf)

virginie.gimbert@cnaf.fr

INTRODUCTION

Ce rapport propose de faire un bilan synthétique des travaux menés dans le cadre de la Chaire « Enfance, bien-être et parentalité » grâce au financement de la Cnaf de 2017 à 2020.

Rappelons pour mémoire les objectifs généraux et les actions opérationnelles proposés lors du dépôt du projet de cette Chaire à la fin de l'année 2016.

Les **objectifs généraux** de cette Chaire étaient alors les suivants :

- Recenser et synthétiser les connaissances au plan international sur les questions de bien-être des enfants et les mettre à disposition des chercheurs, des professionnels et des décideurs publics des secteurs concernés.
- Relier ces savoirs en les décloisonnant, que ce soit en termes de disciplines (psychologie, pédiatrie, pédopsychiatrie, psychanalyse, neurosciences, mais aussi démographie, sociologie, cultural studies, économie et histoire) ; ou en termes de classes d'âge concernées de manière à éviter la segmentation par groupes d'âge (0-3 ans, 3-6 ans, 6-14 ans, adolescence, voire jeunesse).
- Et, enfin, contribuer à décloisonner également les politiques publiques en direction de l'enfance, menées parallèlement dans différents secteurs : politique familiale, santé publique, médicosocial, ou encore éducation, de façon à améliorer leur cohérence et leur opérationnalité.

Activités de la Chaire

En termes opérationnels, la Chaire proposait d'atteindre ces objectifs en recourant aux actions suivantes :

- Rédiger des synthèses de la littérature internationale pertinente pour comprendre ce que recouvre la question du bien-être chez l'enfant et le jeune, que ce soit dans sa famille ou dans ses autres lieux de socialisation. Ces synthèses devaient être mises à disposition sous la forme de documents de travail (*working papers*) sur un site dédié à la Chaire et publiés dans des revues académiques et professionnelles. Ils devaient aussi donner lieu à un ensemble de conférences publiques ou d'interventions dans les médias ;
- Animer un réseau de recherche international et organiser des actions de valorisation sous la forme d'un séminaire. La Chaire proposait de faire une large place aux nombreux experts étrangers sur ces questions de bien-être, de socialisation de l'enfant et d'accompagnement des parents comme premier agent de socialisation. La Chaire proposait de nouer des contacts avec des chercheurs dans

de nombreux pays (USA, Royaume-Uni, Suède, Finlande, Pays-Bas, Belgique, Allemagne, Italie, notamment). Les séances de séminaire devaient être valorisées par une mise en ligne de matériaux et des publications.

- Produire des analyses secondaires de bases de données existantes comme l'enquête HBSC (OMS), ou l'enquête PISA (OCDE), dont l'analyse est particulièrement pertinente pour le champ de réflexion de la Chaire.
- Mettre en place un site dédié à la Chaire en lien à la fois avec l'unité de recherche de rattachement (UMR 6051 Arènes), l'École des hautes études en santé publique, et la CNAF.

Ce programme initial a pu être mené intégralement et dépasser les prévisions, puisque ce ne sont pas 10 experts étrangers qui ont été invités (comme évoqués initialement), mais 40 dans un séminaire qui a impliqué au total plus de 70 participants. De même le nombre de publications issues des travaux de la Chaire a dépassé les objectifs initiaux, avec trois ouvrages collectifs (un ouvrage en anglais chez Wiley sur le bien-être des enfants à l'école, et deux numéros thématiques de revues scientifiques en accès libre, l'un sur le bien-être subjectif des enfants dans la *Revue de politiques sociales et familiales* de la CNAF, et l'autre dans la revue internationale *Lien social et Politiques* sur la parentalité intensive et le déterminisme parental), plus de 30 articles dans des revues à comité de lecture et/ou chapitres dans des ouvrages scientifiques et une cinquantaine de communications dans des congrès et conférences et de nombreuses interventions dans les médias nationaux (presse, radio et télévision)¹. Nous souhaitons souligner également l'écho que nos travaux ont eu dans le réseau des caisses : une bonne dizaine de présentations dans des Caf ou auprès de partenaires des Caf, dont l'UNAF ou des UDAF ont eu lieu à leurs demandes sur la durée des travaux de la Chaire.

Nous rendons compte de ces productions sur le site de la Chaire, que nous invitons les lecteurs de ce rapport à visiter [ici](#) ou [ici](#).

Ce rapport est organisé en trois parties renvoyant aux trois principaux résultats issus à la fois de l'organisation de séminaires internationaux et de la mise en œuvre d'une revue de littérature internationale (intensive et quasi-exhaustive) sur le bien-être (subjectif) des enfants, mais aussi de l'exploitation secondaire de bases de données nationales et internationales (telles que PISA et HBSC), et de l'analyse d'une recherche menée auprès d'adolescents d'un lycée breton à propos de de leur vision du futur et du

¹ Voir la liste des productions jointe à ce rapport.

rôle joué par les interactions avec leurs parents. Cette recherche a été menée alors que la France entrait dans la crise sanitaire de la COVID-19, ce qui est une source complémentaire d'enseignements.

La première partie insiste sur les difficultés (méthodologiques et théoriques) à penser, définir et mesurer le bien-être, notamment lorsqu'il concerne les enfants. La polysémie du terme, son utilisation très variable selon les disciplines, rend le concept flou et multiforme. Toutefois, il s'avère très utile pour caractériser les conditions de vie matérielle et culturelle des enfants, leur santé physique et mentale, ainsi que leurs rapports au présent et à l'avenir, et ce d'autant plus si l'on mène un travail réflexif sur les différents indicateurs et que l'on respecte différentes précautions (aussi bien en termes d'analyse que d'interprétation).

La deuxième partie poursuit ces réflexions théoriques et questionne les deux autres termes clés de la Chaire, à savoir enfance et parentalité, et plus précisément la question des bonnes pratiques ou de la « bonne parentalité ». À cette occasion, elle revient sur les concepts peu mobilisés en France de style parental ou de cultures de parentalité (*parenting cultures*), et souligne leur caractère heuristique – notamment lorsqu'il s'agit de rendre compte du bien-être subjectif (BES) des garçons et des filles, de ses variations sexuées et sociales, et du rôle (plus ou moins fondamental) qu'y jouent les pères et les mères. À cet égard, l'importance de l'investissement parental dans la vie quotidienne des enfants et surtout celle des discussions intergénérationnelles sont mises en exergue. Nous soulignons dans cette partie que la nature et la qualité des relations parent-enfants participent grandement à une perception positive des adolescents de leurs conditions de vie générale, mais aussi scolaire.

La troisième partie présente enfin les principaux résultats empiriques de première et/ou de seconde main mis en avant dans les différents travaux scientifiques de la Chaire. Après avoir souligné l'impact inégal de l'investissement parental sur le BES des adolescents en fonction de leurs propriétés sociales et de leur origine géographique, l'influence de l'école au sens large est questionnée : dans quelle mesure les professeurs, les pairs et de manière plus large le contexte scolaire dans lequel les adolescents évoluent contribuent à leur niveau de bien-être, que ce soit au sein des établissements scolaires ou dans leur vie quotidienne (à la maison). Un point important est consacré à la manière dont s'articulent et se combinent les effets de ces trois instances de socialisation (parents, pairs, école) sur le BES des garçons et des filles. Plus précisément, nous soulignons que la qualité des relations entre pairs et/ou avec les professeurs agit différemment sur le bien-être des jeunes en fonction du niveau d'investissement des parents, suggérant ainsi l'impossibilité d'appréhender séparément les différentes sphères de la vie d'un individu, voire la nécessité de penser l'enfance et l'adolescence dans sa globalité pour pouvoir saisir plus avant les ressorts de leur bien-être.

Dans un dernier temps, l'impact des principaux déterminants du bien-être des adolescents, à savoir l'école, la sociabilité familiale et amicale, est questionné « en temps de crise ». À partir de l'enquête « AFUT-communicado »² menée par la Chaire pendant l'épidémie du coronavirus, nous revenons notamment sur la question de l'effet (inégal) du confinement sur la qualité de vie des adolescents et ses différents facteurs : dans quelle mesure les mesures d'« assignation à résidence » ont-elles détérioré les relations parents/enfants, augmenté le niveau d'anxiété des jeunes (vis-à-vis de l'école et de leur avenir), et ainsi participé à la baisse de leur niveau général de bien-être ?

A la fin de chaque partie, nous formulons quelques recommandations et pistes d'analyse complémentaires.

² AFUT pour Adolescents et perception FUTur. Voir l'annexe 1 qui présente cette enquête.

PARTIE 1. La mesure du bien-être des enfants et ses difficultés

A) REVUE DE LITTÉRATURE

Le développement de la notion de « bien-être »

La notion de bien-être s'inscrit dans un champ sémantique large dans lequel on peut regrouper a minima le bonheur, la joie et le plaisir (Pawin, 2013a, 2013b). Outre les contributions importantes des philosophes depuis l'Antiquité avec Aristote³ ou Épicure, puis au cours des 17^{ème} et 18^{ème} siècle (avec Leibniz, Spinoza, Kant⁴ ou Schopenhauer) sur les questions de la « bonne vie » ou du bonheur, les notions de bien-être et de bonheur ont par la suite donné lieu à d'importants développements en termes de recherche. Dès le début du 20^{ème} siècle, la littérature mentionne une enquête menée en Angleterre peu après la Première Guerre Mondiale sur les sentiments éprouvés par de jeunes collégiens et étudiants. Ces investigations empiriques vont ensuite connaître d'importants développements jusqu'à aujourd'hui, notamment sous l'impulsion de plusieurs organisations internationales. Depuis les années 2000, on peut aussi noter l'apparition de revues scientifiques dédiées à ces questions dans le champ de l'économie et de la psychologie, comme le *Journal of Happiness Studies* ou encore *The Journal of Positive Psychology*, ou encore en France la revue *Sciences et bonheur*.

Le bien-être a longtemps été considéré comme un phénomène que l'on pouvait mesurer avec les seuls indicateurs économiques et monétaires, voire avec des indicateurs de santé ou d'absence de morbidité. Les premières mesures du bien-être à l'échelle nationale et internationale se référaient principalement au PIB, considérant que la richesse et la possession de biens matériels étaient révélatrices ou encore la condition et la garantie d'un meilleur niveau de bien-être. Cependant, cette réduction de la mesure du bien-être aux aspects matériels a été progressivement critiquée⁵ (Senik, 2014). Ce fut le cas récemment encore en France, en 2008, lorsque le Président de la République française, Nicolas Sarkozy, a demandé à Joseph Stiglitz, Amartya Sen et Jean-Paul Fitoussi de produire un rapport permettant de construire des indicateurs de

³ A propos du bonheur, Aristote distingue le bonheur comme expérience de plaisir – hédonisme - du bonheur comme caractéristique du « bien vivre » – eudémonisme. Selon lui, un homme heureux vit bien et se porte bien.

⁴ « Le pouvoir, la richesse, la considération, même la santé ainsi que le bien-être complet et le contentement de son état, est ce qu'on nomme le bonheur » (Kant, La Métaphysique des Mœurs)

⁵ Voir les travaux de Easterlin ou ce que l'on qualifie de paradoxe d'Easterlin (voir Senik, 2014).

progrès social plus pertinents que ceux déjà existants. Le rapport de cette Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social (CMPEPS) avait pour but de réfléchir aux limites du PIB, baromètre privilégié jusqu'alors pour mesurer le bien-être des populations. Ce rapport avance ainsi que le bien-être présent « *dépend à la fois des ressources économiques, comme les revenus et des caractéristiques non économiques de la vie des gens : ce qu'ils font et ce qu'ils peuvent faire, leur appréciation de la vie, leur environnement naturel* ». Il préconise aussi que « *notre système statistique mette davantage l'accent sur la mesure du bien-être de la population que sur celle de la production économique, et qu'il convient de surcroît que ces mesures du bien-être soient restituées dans un contexte de soutenabilité* » (Stiglitz *et al.*, 2009, p. 13). Ces auteurs proposent de prendre en considération plusieurs dimensions du bien-être : les conditions de vie matérielles (revenu, consommation et richesse) ; la santé ; l'éducation ; les activités personnelles, dont le travail ; la participation à la vie politique et la gouvernance ; les liens et rapports sociaux ; l'environnement (état présent et à venir) ; l'insécurité, tant économique que physique.

Par ailleurs, il est intéressant de voir comment les différents facteurs du bien-être s'articulent. Björn Halleröd et Daniel Seldén soulignent que les différentes dimensions du bien-être sont reliées entre elles et ont des répercussions les unes sur les autres (Halleröd et Seldén, 2013). Lorsque le sentiment de mal-être atteint plusieurs de ces sphères, les auteurs parlent d'un « problème de bien-être multidimensionnel », les soucis de santé entraînant plus rapidement que les autres un problème multidimensionnel. Si la plupart des études soulignent les phénomènes de « cercles vicieux », *a contrario*, il existe également des « cercles positifs » ou vertueux.

Aujourd'hui, la notion de « bien-être subjectif » est devenue un élément central des recherches actuelles sur le bien-être. Si la plupart des auteurs s'accordent pour dire que le bien-être subjectif est une combinaison d'un sentiment de bonheur et de satisfaction à l'égard de la vie qu'on mène, les définitions et les indicateurs de mesure ont été, et sont encore, largement discutés. Ruut Veenhoven (Veenhoven, 1984), David Bartram (Bartram, 2012) et Simon Langlois (Langlois, 2014) s'accordent sur le fait que la satisfaction à l'égard de la vie menée comporte une dimension cognitive, tandis que la question du bonheur renvoie à la dimension affective ou émotionnelle du bien-être. Le psychologue américain Ed Diener considère que « *le bien-être subjectif comprend des niveaux d'affectivité à long terme des personnes, un manque d'effets désagréables et la satisfaction de la vie* » (Diener, 1994, p. 16). Les sociologues Michel Forsé et Maxime Parodi (Forsé et Parodi, 2014) distinguent pour leur part trois déterminants de la satisfaction à propos de sa propre vie : 1/ les ressources de l'individu (financières, mais aussi sur le plan de la santé physique et mentale), 2/ l'emploi et la qualité de la vie professionnelle, le sentiment de réussite et la reconnaissance liée au travail et aux projets professionnels, 3/ les divers aspects de la vie sentimentale et sociale (couple, enfants, amis, participation à des associations, etc.).

Le bien-être subjectif serait une combinaison d'un sentiment de bonheur et de satisfaction à l'égard de sa vie, comprenant différents aspects tels que l'évaluation cognitive de la vie, des émotions positives comme la joie ou la fierté, mais également la présence –ou absence– d'émotions négatives comme la souffrance

ou l'inquiétude. Afin de saisir le bien-être dans sa globalité, il serait donc nécessaire de prendre en compte ces deux composantes objective et subjective.

Les principales caractéristiques du bien-être chez les enfants

Bien que les études montrent que ce sont généralement les enfants des pays les plus riches qui ont tendance à déclarer les niveaux de bien-être les plus élevés, plusieurs auteurs, et notamment le rapport UNICEF 2013, ont montré que, comme pour les adultes, le PIB d'un pays n'était pas un bon prédicteur du bien-être des enfants. En effet, à partir de l'enquête *Children's World*, la Corée du Sud constitue un bon exemple, dans le sens où le niveau de bonheur des enfants est bas alors que le PIB par habitant et les niveaux de richesses matérielles sont supérieurs à la moyenne (Bradshaw et Rees, 2017; Lee et Yoo, 2015; Sarriera *et al.*, 2015). À l'inverse, « *les Pays-Bas ont un bien-être supérieur à ce que leur PIB suggère, alors que le Royaume-Uni s'en tire moins bien.* » (Child Poverty Action Group, 2009, p. 6).

Dans de précédentes recherches, Pickett et Wilkinson (2007 ; 2015) signalaient déjà, à partir des indices de bien-être des enfants de l'UNICEF (UNICEF, 2011), que le bien-être des enfants était davantage lié à l'égalité entre les individus qu'à la richesse globale du pays. Les quelques explications avancées suggèrent tout d'abord que les inégalités de revenus affectent non seulement la qualité des services publics en charge de la santé et de la protection sociale, y compris les avantages sociaux et les transferts monétaires aux familles à faibles revenus (Evans, 2002; Lynch *et al.*, 2000), mais qu'elles intensifient également les hiérarchies socio-économiques qui contribuent aux problèmes sociaux et de santé liés au stress (Kondo *et al.*, 2009; Wilkinson et Pickett, 2010). De plus, plusieurs travaux ont montré que l'augmentation des inégalités de revenus avait contribué à creuser les différences en matière de santé des adolescents, élément clé du bien-être (Elgar *et al.*, 2015; Viner *et al.*, 2012). Ces résultats sont également confirmés dans l'enquête de 2008 de l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse (OEJAJ), qui souligne que l'exposition à la souffrance d'autres enfants produit un mal-être chez l'enfant par empathie avec ses pairs et engendre une peur du manque ou d'être démuné (OEJAJ, 2008).

La qualité des relations sociales de l'enfant est une composante essentielle de son bien-être. Hair, Moore et leurs collègues (Hair *et al.*, 2005; Moore *et al.*, 2011) ont montré que la qualité de la relation d'adolescents de 12 à 15 ans avec leurs parents primait sur toutes les autres caractéristiques de l'environnement familial (niveau de revenu des parents, composition familiale ou groupes ethniques...). Les niveaux les plus bas de bien-être des enfants se trouvent dans les familles dans lesquelles les parents qualifiaient leur relation avec leurs enfants de « pas très heureuse ».

En proposant de construire un index du bien-être de l'enfant, Jonathan Bradshaw et Dominic Richardson (2009) ont également montré que, entre 11 et 15 ans, le fait d'avoir des amis bienveillants et aidants avait un impact majeur sur le bien-être de l'adolescent. À partir des analyses des données de l'enquête *Children's*

World sur des enfants entre 8 et 12 ans, Lawler *et al.* (2017) ont également ajouté aux relations avec la famille et les pairs, l'école et la qualité du voisinage.

Les facteurs de bien-être ne sont effectivement pas les mêmes selon l'âge de l'enfant. Des enquêtes transversales ont mis en lumière une diminution progressive des niveaux de bien-être pendant l'adolescence. À travers une étude longitudinale sur des jeunes entre 10 et 15 ans, Gonzalez-Carrasco a montré que le déclin du bien-être subjectif des adolescents apparaissait à l'âge de 11-12 ans (González-Carrasco *et al.* 2017). La question se pose de savoir pourquoi cette baisse apparaît à l'adolescence et conduit les jeunes à être moins satisfaits de leur vie que pendant l'enfance.

Certains psychologues du développement, comme Kristin Moore, avancent un certain type de facteurs qu'ils qualifient d'événements traumatiques dans le passé ou ACE (*Adverse Childhood Experience*). Ces auteurs les définissent comme des expériences « *incluant une variété de types de traumatismes – psychologiques, physiques ou sexuels, expérience de la pauvreté, violence domestique, présence de consommateur de drogues à la maison, présence de personne dans l'entourage ayant une maladie mentale ou suicidaire, ou qui est ou a été en prison* » (Moore et Ramirez, 2016, p.1). A partir des données 2011 de l'Enquête Nationale de la Santé de l'Enfant des Etats-Unis, Sacks et ses collègues (Sacks *et al.*, 2014) montrent que l'expérience la plus courante d'ACE est la pauvreté, suivie par la séparation des parents. Ils soulignent également que, bien entendu, ces expériences nuisibles ou traumatiques augmentent au fur et à mesure que l'enfant grandit - impactant le bien-être de l'adolescent ainsi que sa vie future. Cette lecture en termes d'impact traumatique est cependant aussi critiquée par celles et ceux qui considèrent cette interprétation comme mécaniquement causaliste, déterministe, voire même susceptible de générer un effet négatif encore supérieur en fournissant un facteur dont on surévalue les conséquences, contribuant parfois à blâmer la victime.

À partir des données de l'enquête HBSC⁶, Elgar *et al.* (2017) suggèrent pour leur part que c'est l'exposition à des inégalités dès le plus jeune âge plutôt qu'à des inégalités ultérieures qui engendrent des symptômes psychosomatiques (entre 0 et 4 ans) et une moindre satisfaction de sa propre vie (lorsque l'enfant est exposé entre sa naissance et ses 10 ans), et ce particulièrement chez les filles (Elgar *et al.*, 2016). Les enfants exposés très tôt aux inégalités pourraient subir des conséquences importantes sur leur santé et leur bien-être plus tardivement.

Ce déclin du bien-être à l'adolescence varie différemment pour les filles et les garçons. Plusieurs études ont montré que le ressenti du bien-être est différent selon le sexe (Ehlinger *et al.*, 2016; Lawler *et al.*, 2017). Ces écarts tiendraient au fait que les filles seraient également plus disposées à exprimer leurs sentiments

⁶ Voir présentation de cette enquête <https://www.santepubliquefrance.fr/les-actualites/2016/sante-des-collegiens-en-france-nouvelles-donnees-de-l-enquete-hbsc-2014>

et leurs émotions négatives (Du Roscoät *et al.* 2016, p. 63). Les études observationnelles psychologiques de jeunes enfants montrent aussi que les filles ont tendance à réagir plus émotionnellement aux facteurs de stress sociaux et à être plus « affectées » par les inégalités lors de la petite enfance (Luby *et al.*, 2009).

Si l'on s'intéresse au cas spécifique de la France, Ehlinger *et al.* (2016) avancent que « nous partageons également avec les autres pays des constats alarmants : [...] partout les filles ont des indicateurs de santé mentale altérés : à 15 ans, 21 % d'entre elles en moyenne perçoivent leur santé comme assez mauvaise, voire mauvaise (contre 13 % des garçons) [...]. Les différences entre les sexes augmentent avec l'âge » (Ehlinger *et al.*, 2016), p. 19). Selon Du Roscoät *et al.* (2016), les différences entre les filles et les garçons à l'adolescence relèveraient de facteurs à la fois biologiques, psychologiques et sociaux. D'une part, à l'adolescence, les filles seraient sujettes à des changements hormonaux plus importants que les garçons et d'autre part, elles seraient plus affectées par les conflits intrafamiliaux de l'adolescence et qui entrent davantage en tension avec les valeurs qui leur sont inculquées (Du Roscoät *et al.*, 2016).

B) Problèmes épistémologiques

Le conditionnement culturel du bien-être

Alors que la question du bien-être est un sujet d'actualité pour la recherche en sciences sociales à l'échelle internationale, elle révèle également que la vision du bien-être est un élément propre à chaque culture. La manière dont sont construits les indicateurs de bien-être, ainsi que leur comparabilité est alors sujet à discussion.

Les mesures de bien-être auto-déclarées sont en effet l'objet de controverses par rapport à un possible conditionnement culturel au bien-être : « *Par exemple, un score de 6 sur une échelle de satisfaction de la vie peut avoir une signification donnée dans une culture obligeant les personnes à accepter les situations de la vie sans se plaindre et avoir une toute autre signification dans une culture encourageant les enfants à s'améliorer, à se comparer aux autres et à être conscients de leurs droits.* » (Ben-Arieh *et al.*, 2014) p. 42). Cette question se pose d'autant plus dans les grandes enquêtes internationales. L'enquête HBSC, par exemple, implique aujourd'hui 48 pays participants, culturellement très différents, avec également des questions soulevées en termes linguistique et de traduction des questionnaires (International HBSC Study Group *et al.*, 2009), sans parler de l'importance des écarts socioculturels au sein de chaque pays. Uchida *et al.* (2004) suggèrent sur une base empirique que les différences au sein des nombreuses cultures ont des implications pour les significations que les gens attribuent au bonheur. Chez les « Européens individualistes », le bonheur est défini en termes de réussite personnelle et est fortement prédit par l'estime de soi, alors que chez les « asiatiques orientaux collectivistes », le bonheur est plus une question

de connexion interpersonnelle et de « réalisation de l'harmonie sociale » (Uchida *et al.*, 2004). Ainsi, être né(e) dans tel ou tel pays nous prédestinerait-il d'emblée à des niveaux de bonheur différents, toutes choses égales par ailleurs ? Pour Jan Delhey, il s'agirait donc à la fois d'une question de gènes, de personnalité, de langue, de normes culturelles et de culture politique (Delhey, 2004).

Le bien-être, un concept multidimensionnel mais flou

Malgré la fréquence de son usage, la notion de bien-être reste une notion éminemment polysémique, qui a été investie par de nombreux acteurs à l'échelle internationale au risque de générer d'importants quiproquos. Le développement de cette multi-dimensionnalité, avec l'ajout de facteurs de santé, de lien social, de bien-être subjectif, etc., a eu également pour effet de rendre plus flou cette notion, d'autant plus quand les différentes politiques publiques ont utilisé ce terme dans des perspectives différentes. Les réflexions sur l'idée de bien-être « sociétal » sont de ce point de vue très prometteuses (voir les travaux de Wolfgang Aschauer, invité par la Chaire ; Aschauer, 2019). Le bien-être pose non seulement des problèmes de mesure de ses différentes composantes, objectivables et plus subjectives, mais il pose d'importants problèmes de comparabilité dans les comparaisons internationales. De plus, l'idée de promouvoir le bien-être est très souvent pensée à une échelle individuelle, voire pour des individus à venir (les enfants), aux dépens d'une compréhension plus collective, et davantage centrée sur le présent.

C) Recommandations

La notion de bien-être : un pont pour la branche famille avec les questions de santé et de santé publique

À l'aune de ces explorations, une première recommandation serait de considérer l'angle du bien-être comme une opportunité de faire un pont entre le secteur famille et celui de la santé, sous certaines conditions, dont le bilan de la littérature internationale a montré l'importance. La segmentation des secteurs et des politiques a en effet pour effet de laisser se développer en parallèle des actions souvent très proches, mais avec des perspectives et parfois des instruments différents. Il en est ainsi dans le domaine de la promotion du bien-être des enfants et du soutien à la parentalité. Les acteurs sanitaires et sociaux sont impliqués les uns à côté des autres sans toujours s'accorder sur les finalités et les instruments de leurs actions.

Penser l'enfance dans sa globalité

Une deuxième recommandation est de penser la condition des enfants globalement pour éviter la segmentation dans les différents secteurs d'action sur l'enfance (éducation, santé, justice, social...). Le

besoin de désenclavement est manifeste. Pour parvenir à une politique de l'enfance, il pourrait même être primordial de réfléchir en termes de conditions des enfants dans un ensemble de volets de leur existence. La France de ce point de vue est loin d'être en avance en Europe et a encore tendance à penser l'enfant principalement sous l'angle de la famille et de la responsabilité des parents. L'important est peut-être de tirer les fruits de perspectives qui abordent l'enfant sous ces divers angles, leur santé, leurs expériences scolaires, leurs conditions de vie ou de pauvreté, leurs prises en compte dans la cité, etc. pour définir des mesures qui tiennent compte de leurs points de vue et de leurs besoins ou de leurs intérêts propres.

PARTIE 2. Des styles parentaux aux *parenting cultures*

A) Les apports des *parenting cultures studies*

Des années 1960 au début des années 1990, les notions de socialisation, de *childrearing*⁷, mais aussi les stratégies éducatives ou les styles parentaux constituaient des notions majeures des recherches en sciences sociales (Baumrind, 1966 ; Kellerhals et Montandon, 1991 ; Kellerhal *et al.*, 1992). Avec l'apparition des néologismes de *parenting* en langue anglaise et de parentalité en langue française, les recherches ont connu de nouveaux développements, de même que les politiques publiques dans ces domaines. En France, la notion de parentalité a donné lieu à un grand nombre de publications mais aussi de mesures sous l'angle du « soutien à la parentalité ». Sans revenir sur ces apports assez bien connus, les travaux de la Chaire ont préféré explorer des approches encore largement négligées par les sciences sociales en France, et bien connues dans le monde anglophone : les *parenting cultures studies*.

Ces *parenting cultures studies* ont connu d'importants développements depuis le tournant du siècle dernier, avec en particulier la création en 2010 d'un centre de recherche qui leur est dédié à l'université du Kent, le [Centre for Parenting Cultures Studies](#), et la publication d'un ouvrage éponyme en 2014 (Lee *et al.*, 2014). Ce centre, qui fête en octobre 2020 son dixième anniversaire, a joué un rôle majeur dans le développement de toute une série de recherches, de conférences et de publications au cours de cette décennie. La richesse de la production de ce centre nous a conduit à inviter plusieurs de ses membres dans le séminaire que nous avons organisé dans le cadre de la Chaire.

L'équipe qui anime ce centre s'est inscrite dans les pas d'un sociologue, Frank Furedi, qui, à la fin des années 1990, a été l'un des premiers à repérer le changement de paradigme que représente l'apparition et la popularisation de la notion de *parenting*, dont on trouve un proche équivalent en langue française avec la parentalité (Martin, 2003). Pour Furedi, ce changement est loin d'être anodin. Comme il l'écrit lui-même : « *Dès que les enfants sont considérés comme relevant de la responsabilité d'une mère et d'un père plutôt que d'une communauté plus large, la vision moderne de la parentalité devient centrale* » (Furedi, 2002: 106). Cet argument indique une reformulation de la fonction de *childrearing* ou de socialisation, qui serait en quelque sorte « parentalisée ». Pour le dire encore autrement, la socialisation primaire (comprise comme celle assurée par les parents) serait non seulement première mais occulterait les autres instances de socialisation, à un point tel que l'important ne serait pas d'envisager la socialisation comme la tâche de toute une génération d'adultes et d'institutions d'une société donnée, mais comme relevant de la seule responsabilité de ceux qui, comme parents, sont chargés de garantir le futur de l'enfant. D'où l'idée de

⁷ Que l'on peut grossièrement traduire par l'élevage des enfants.

« *parental determinism* », avancée par Furedi, et pouvant conduire à ce qu'il a qualifié de *paranoïd parenting*, autrement dit à des attitudes et des comportements parentaux inquiets et même paranoïdes, ayant une profonde aversion pour le risque et devenus totalement dépendants des experts, de leurs avis et recommandations.

En France, il est tentant de rapprocher ces analyses de celles développées dans les années 1970 par de nombreux auteurs, comme Robert Castel dans *La gestion des risques* (1981), qui soulignait la place croissante de la psychologisation de la question sociale et le rôle tout aussi croissant des « thérapeutes pour bien portant », ces experts omniprésents auprès de tout un chacun ; ou bien encore Jacques Donzelot qui en 1977 dans *La police des familles*, soulignait que l'on était passé au fil du temps d'un « gouvernement des familles » à un « gouvernement par les familles ». Dans ce deuxième mode de gouvernementalité :

« *La famille n'est plus le sujet politique de son histoire. Elle devient plutôt l'objet d'une politique. Elle n'est plus un but pour ses membres à travers des stratégies d'alliance, la gestion des filiations, mais un moyen pour chacun de ceux-ci dans la perspective de leur épanouissement propre, chacun pouvant faire valoir le déficit de son épanouissement et l'imputer à la famille sous condition qu'il prenne appui sur un juge, un travailleur social ou un thérapeute qui les aidera à identifier la source de leur malaise dans les travers de leur famille passée ou présente et à s'en libérer d'une manière ou d'une autre* » (Donzelot, 2005, p. 6).

Ces auteurs étaient donc déjà sensibles à ces changements culturels profonds à propos non plus tant de la famille, institution passée en mode mineur, mais des parents eux-mêmes.

En suivant ce type d'analyse, on comprend que de vecteurs premiers de socialisation, les parents sont devenus les responsables des réussites comme des échecs de leur progéniture. Et en l'admettant, les parents sont conduits à incorporer toutes les injonctions à se comporter comme de « bons parents » (Martin, 2014), en investissant ce rôle intensément (*intensive parenting*), au risque d'en faire trop (*over-parenting* ; *hyper-parenting* ; parents hélicoptères), cherchant à se doter des compétences qui garantissent leur performance, mesurée par la réussite de l'enfant, que ce soit à l'école, ou plus tard dans sa vie professionnelle.

Ce « déterminisme parental » revisite peut-être aussi dans une certaine mesure les analyses en termes de reproduction sociale de génération en génération, c'est-à-dire ces mécanismes qui opèrent selon une logique d'accumulation de capitaux, culturels, scolaires, économiques, sociaux pour tenter d'atteindre, voire de garantir la réussite de l'individu (Bourdieu et Passeron, 1970). Dans cette perspective, les travaux d'Annette Lareau sur les pratiques de *concerted cultivation* des parents des couches moyennes américaines sont particulièrement éclairants (Lareau, 2011). La domination des experts et des conseils, la médiatisation et la marchandisation de modèles standardisés de bonnes pratiques parentales renforcent à la fois la perception que les pratiques spontanées, et en particulier celles des milieux populaires ou des cultures dominées, sont des pratiques à risques, mais aussi génèrent et entretiennent le doute dans les couches

moyennes dans un contexte où les mécanismes de la reproduction sociale s'affaissent avec la panne de l'ascenseur social.

Dans son ouvrage, Dimitra Hartas (également invitée par la Chaire) souligne elle aussi la manière dont l'individualisme, la psychologisation et l'économicisme se sont immiscés dans cette question de l'investissement parental, sous couvert de défendre l'accès au bonheur.

« Ce qui a changé désormais est la manière dont nous entendons le bonheur pour nous-mêmes, nos enfants et les enfants des autres. Le bonheur est devenu un but et non un dérivé de modes de vie qui font sens pour les parents et les familles. Le bonheur est conçu de manière instrumentale : les enfants peuvent atteindre de bons résultats et être heureux si les parents suivent les conseils des experts en éducation » (Hartas, 2014, p. 4). « Dans ce contexte, la bonne parentalité devient une opportunité économique, un moyen de réduire l'argent consacré par les contribuables en externalisant l'éducation et le care vers les parents » (Ibid, p. 12)

Dans un numéro thématique de la revue *Families, Relationships and Societies* consacré à la thématique « Childhood, parenting cultures and adult-child relations in global perspectives » qu'elle a piloté avec Rachel Rosen, Charlotte Faircloth prend un exemple particulièrement éclairant pour illustrer les changements de cultures de parentalité auxquels nous assistons. Elle évoque une situation hier fort banale de la vie quotidienne des familles en Norvège (et sans doute banale aussi il y a environ un demi-siècle dans un pays comme la France) : laisser son enfant dans sa poussette à l'entrée d'une boutique alimentaire où l'on fait une course rapide. À l'aune du monde dans lequel nous vivons aujourd'hui (en particulier, bien sûr, depuis la crise sanitaire liée au SARS-CoV-2 et les précautions que chacun doit prendre en présence de personnes inconnues et même connues), il ne fait guère de doute qu'un tel comportement parental pourrait être considéré comme irresponsable, voire dangereux. Pourtant, non seulement il ne l'était pas hier, mais c'est oublier aussi que ce comportement était un marqueur de la confiance que les adultes s'accordaient mutuellement quant à leur capacité de protéger collectivement les enfants, qu'il s'agisse ou non des leurs. Rosalind Edwards et Val Gillies (2013) font aussi référence à ces changements culturels lorsqu'elles évoquent le regard que l'on portait dans les années 1960 sur la liberté avec laquelle les enfants de classes populaires et moyennes, ou vivant dans de petites communes, pouvaient jouer à l'extérieur, sans le regard, la vigilance ou la surveillance d'adultes. Aujourd'hui, de jeunes enfants qui jouent pendant de longs moments de la journée, hors de l'école, « loin du regard de l'adulte » ont de bonne chance d'être qualifiés d'enfants « livrés à eux-mêmes » (et non plus libres), voire même d'être considérés comme des enfants que les parents négligent, prenant des risques, voire des enfants « en danger ». À l'échelle de quelques générations, il ne fait guère de doute que les normes des comportements acceptables ou non ont considérablement changé et qu'une grande partie de ce glissement témoigne d'un affaissement de la confiance dans les liens sociaux et les formes de solidarité mutuelle.

Même si ses orientations théoriques et sa discipline sont bien différentes de celles de Frank Furedi, un historien de l'enfance comme Harry Hendrick fournit lui aussi des arguments pour prêter attention aux apports des *parenting cultures*. Cet auteur défend la thèse d'un basculement, non pas vers un *paranoïd parenting*, comme Furedi, mais vers un *narcissic parenting* de la culture de parentalité à partir des années 1980 en Angleterre. Par *narcissic parenting*, Hendrick évoque, non pas le narcissisme primaire, nécessaire selon les psychanalystes pour structurer le sentiment de confiance en soi chez l'enfant avant d'aborder autrui, mais plutôt un narcissisme secondaire caractérisé chez l'adulte par un manque de confiance dans le futur, considéré comme inconnu et même inconnaissable, compromettant la capacité du parent de reconnaître les besoins et les attentes de l'enfant.

« Au lieu de l'empathie pour les enfants, le narcissisme parental privilégie une image de soi confuse, déformée, anxieuse et essentiellement aut centrée, en particulier lorsque l'éducation parentale l'y encourage tout en l'exposant à la tromperie de la "responsabilisation" néolibérale »

(Hendrick, 2016, p. 24).

Suite à ce changement, les parents douteraient de la pertinence et surtout de l'efficacité de leurs pratiques spontanées, improvisées pour ne plus privilégier que des pratiques parentales labellisées par les experts. Parallèlement, selon Hendrick, du Thatcherisme au *New Labour*, se serait forgée une nouvelle vision de l'enfance, rendue compatible avec des préceptes néolibéraux et avec le projet de remoralisation du Royaume-Uni. Ces préceptes néolibéraux sont en phase avec l'hypothèse du *cycle of deprivation* de Sir Keith Joseph, figure de la nouvelle droite britannique de l'époque, préoccupée de la reproduction de la pauvreté de génération en génération. Les lectures comportementalistes puiseraient aussi leur force dans cette hypothèse, cherchant à établir un lien entre pratiques parentales et délinquance. Hendrick confirme ce renouveau du comportementalisme au cours de ces années 1990, où il s'agit moins de changer le comportement d'autrui ou d'éliminer les comportements indésirables, que d'aider les individus à se changer eux-mêmes, un *self-managing behaviour change*.

B) Prévenir par des interventions précoces

Une variante du déterminisme parental fait appel à d'autres disciplines : la biologie ou, plus précisément, les apports des neurosciences. Après John Bruer (1999), des auteurs comme Jan Macvarish (2016) ou encore Val Gillies, Rosalind Edwards et Nicola Horsley (2017) insistent pourtant sur les usages et mésusages des savoirs et découvertes en neurosciences par les décideurs politiques. Ces auteurs nous invitent à la plus grande prudence quand les politiques commencent à défendre que seules des interventions précoces sont à même d'éviter les désastres irréversibles pour le développement cérébral de l'enfant que représentent certaines pratiques parentales au cours des premières années de l'enfant. Le transfert des connaissances

en neuroscience sur le développement précoce du cerveau vers la définition de politiques publiques peut se révéler hautement problématique, dans la mesure où l'usage politique de ces connaissances conduit à la fois à biologiser et à individualiser, en tous les cas à décontextualiser les problèmes. L'idée qui fonde ces interventions précoces est en effet que : « *Le "mauvais type de parenting" a des effets biologiques et culturels, retardant le développement du cerveau des enfants et transmettant des valeurs et des comportements sociaux préjudiciables de génération en génération. (...) Pourtant, transférer directement les connaissances issues de ces études dans des interventions de politique sociale s'adressant aux familles pauvres et marginalisées est pour le moins opportuniste et tendancieux* » (Gillies et al., 2017 : 3 ; 11). Il semble bien pourtant que cette piste séduit de nombreux décideurs publics aujourd'hui, ce qui les conduit à ne concevoir une politique de l'enfance que sous l'angle d'une responsabilisation des parents sur leur capacité à adopter les bonnes conduites.

En France, vingt ans après les Etats-Unis et une dizaine d'années après le Royaume-Uni, l'idée fait son chemin et guide une politique émergente pour « les 1000 premiers jours », entendus comme la durée qui sépare le quatrième mois de conception du deuxième anniversaire de l'enfant. La plasticité cérébrale, la formidable capacité d'apprentissage du très jeune enfant et l'hypothèse de l'impact majeur de ces premières expériences sur le futur adulte justifient selon les experts mobilisés et les décideurs de tout faire pour optimiser les pratiques au cours de cette période, qui met bien sûr sur le devant de la scène, la mère et le père. Parce que « cette période est sensible pour le développement et la sécurisation de l'enfant, qui contient les prémisses de la santé et du bien-être de l'individu tout au long de la vie », les rédacteurs de ce rapport - pratiquement tous du champ de la psychologie, de la pédiatrie, de la pédopsychiatrie, de la gynécologie et de la parentalité positive (on remarquera l'absence totale de la sociologie, de l'anthropologie ou de la démographie) – se sont employés à formuler des propositions et des mesures, dont la seule immédiatement adoptée a été le doublement de la durée légale du congé paternel qui passerait à 28 jours. A la différence de la formulation de la politique d'intervention précoce au Royaume-Uni, ce tout récent rapport français se défend d'être déterministe.

« En mettant en évidence des facteurs de risque, il ne s'agit pas d'être déterministe : il s'agit au contraire, à travers l'opportunité offerte de cette période des 1000 jours, d'identifier des interventions précoces et des pratiques préventives »

(Rapport de la Commission des 1000 premiers jours, 2020, p. 13).

Malgré ces précautions, l'idée qui guide ces experts en « interventions précoces » est que beaucoup de parents contemporains manquent de repères, sont démunis face à cette *terra incognita* qu'est l'enfant qui arrive, qu'ils sont dépourvus et susceptibles de commettre de regrettables erreurs, et que donc le meilleur moyen de répondre à cette « détresse parentale » est de les prendre par la main, de développer des lieux de conseils, de multiplier les experts pour ce faire, de détecter les plus fragiles d'entre eux.

« Il faut permettre d'accompagner chaque parent isolé afin de le seconder face aux défis de la parentalité » (ibid, p. 15).

Mais ce qui frappe dans ces initiatives sur l'accompagnement de la fonction parentale est l'oubli de ce que représente cette fonction comme fonction collective et intergénérationnelle. Et il ne suffit pas de lancer ce poncif « il faut tout un village pour élever un enfant » pour régler la question.

Comme le souligne Charlotte Faircloth, une approche strictement individualiste de la parentalité peut conduire à décontextualiser et décollectiviser les enjeux de socialisation.

« Ce qu'observent et soulignent les spécialistes des parenting cultures dans les contextes néolibéraux, c'est que la tâche d'élever la prochaine génération est devenue très fragmentée et détaillée, avec un accent particulier mis sur les pratiques de la vie quotidienne. Plutôt que de "socialiser" les enfants dans un ensemble de valeurs sociales communes, une perspective plus individualisée signifie que l'objectif est d'élever des "individus qui réussissent" et qui sont capables d'"être eux-mêmes", ce qui repose clairement sur une vision très réductrice de "l'enfant"... Une approche individualisée de la parentalité est susceptible d'éroder les notions de confiance sociale et de solidarité »
(Faircloth, 2020: 150).

C) L'investissement parental : vertus et limites

Le fait que la France soit en dernière position sur l'indicateur de communication intrafamiliale (HBSC) et mal positionnée dans les comparaisons sur les inégalités scolaires (PISA), n'est sans doute pas pour rien dans le relativement faible niveau de bien-être exprimé par les adolescents dans notre pays. Quelles explications peuvent être avancées à la lumière des connaissances acquises ? Parmi celles-ci, la question de la place qu'occupe la thématique de la performance à l'école dans les interactions parents – collégiens constitue sans doute une piste.

Les recherches sur les relations entre la famille et l'école ont depuis longtemps établi à quel point les parents contribuaient à la reproduction des inégalités de génération en génération (Bourdieu et Passeron, 1970 ; Lareau, 2011). Mais au-delà de ce lien entre milieu social d'origine et performance scolaire, du fait des inégalités de capitaux transmis et des habitus incorporés dans le cadre de cette socialisation primaire, de nombreux travaux ont plus récemment tenté de comprendre le lien entre l'engagement des parents, leur soutien, l'éducation familiale et la performance scolaire, mais aussi plus largement la réussite et l'adaptation de l'élève, puis du futur adulte. En sociologie de l'éducation, cette relation entre capital humain, capital social et qualité des relations entre les parents et les enfants fait l'objet de nombreux travaux (voir notamment Von Otter, 2014 et pour une synthèse Martin, 2018). Pour se faire une idée de ces nombreux travaux sur la relation entre *parenting* et résultat des élèves, on peut s'appuyer sur le bilan dressé

par Charles Desforges et Alberto Abouchar pour le Département de l'éducation britannique (Desforges & Abouchar, 2003). Ils utilisent la notion de *parental involvement*, que nous pouvons traduire par engagement parental, voire investissement parental, pour le mettre en regard de la notion d'investissement social.

Ces auteurs distinguent plusieurs volets à cet investissement parental : ils évoquent les « bonnes » pratiques parentales à la maison ; les conditions matérielles, en termes d'environnement stable et sécurisant ; les stimulations intellectuelles ; les discussions et les échanges entre parents et enfants ; mais aussi les « bons » modèles de valeurs sociales et éducatives proposés par les parents, ou encore leurs aspirations concernant la réalisation personnelle de leurs enfants. Cet investissement parental se manifeste également au-delà du domicile dans les interactions des parents avec l'école (participation aux événements et à la vie scolaire, contacts avec les enseignants, participation à la gouvernance des établissements, etc.). Desforges et Abouchar confirment que l'impact de cet engagement varie clairement en fonction des classes sociales, du niveau d'éducation de la mère, de la composition du ménage et du type de structure familiale. Il montre également que cet effet parental est d'autant plus fort que l'enfant est jeune. Mais ces auteurs insistent sur quelques points importants : 1/ l'engagement des parents à la maison se révèle le meilleur prédicteur de l'accomplissement de l'enfant ; 2/ cet engagement se manifeste dans tous les milieux sociaux, même si ses effets varient en fonction des classes sociales ; 3/ la perception que les parents se font de leur propre rôle et leur niveau de confiance dans leur capacité à l'assumer est également un facteur déterminant ; 4/ la coproduction de cette confiance dans l'interaction entre parents et enfant est également cruciale sachant qu'elle se base sur l'ajustement de leurs attentes respectives sur le futur de celui-ci, d'où l'importance majeure de la communication entre parents et enfants.

De nombreux travaux insistent spécifiquement sur l'importance de la qualité du dialogue entre parents et enfants pour la réussite de ces derniers. Cet effet relationnel semble nettement plus déterminant que l'effet du seul dialogue entre les parents et l'école. A partir du traitement secondaire de l'enquête PISA, Dimitra Hartas (2015) décrypte le modèle d'*intense parenting* (au sens d'un investissement important de temps et d'argent aux fins d'augmenter les capacités des enfants, en particulier au plan scolaire). S'il est incontestable que des progrès ont été obtenus dans les apprentissages des enfants des nouvelles générations du fait de l'augmentation du temps parental depuis les années 1970, et même de la réduction de l'écart entre le temps paternel et le temps maternel, cette auteure met en lumière l'enjeu de la qualité de cet investissement parental, quels que soient les milieux sociaux concernés. Elle insiste également sur la différence d'effet de cet investissement parental, selon que celui-ci concerne la dimension académique et scolaire, ou d'autres aspects. Son analyse montre que l'intensification de cet investissement parental sur la question scolaire peut avoir des effets modestes sur le strict plan des apprentissages et qu'il peut même ne pas renforcer l'estime de soi, la capacité d'agir (*agency*), les compétences sociales et la maturité émotionnelle. Pour renforcer les apprentissages, Hartas insiste plutôt sur l'importance des interactions et de la conversation entre les parents et leurs jeunes sur tout un ensemble de sujets. La question serait donc

moins celle de l'aide aux devoirs, que le fait d'aider les jeunes à découvrir le monde et à se forger un point de vue propre grâce à ces échanges non scolaires.

« Des aspects de 'l'habitus familial' qui encourage les interactions dialogiques et les conversations intellectuelles entre parents et enfants se sont révélés plus efficaces pour soutenir le niveau de littératie de jeunes de 15 ans qu'un engagement parental exclusivement orienté sur l'école, sans doute parce que les conversations parent-enfant et les interactions peuvent stimuler différents intérêts intellectuels chez l'enfant et une compréhension du monde et de leur place dans ce monde » (Hartas, 2015, p.192).

Cette analyse nous semble fournir une piste particulièrement prometteuse pour interpréter la situation française, car même si la France ne fait pas partie des pays analysés dans sa recherche, son analyse nous semble pertinente pour comprendre le cas français où il semblerait qu'une partie importante de l'engagement parental et des échanges parents/adolescents est précisément orientée sur l'accompagnement scolaire, la performance à l'école, étendant en quelque sorte à la maison le climat scolaire et ses tensions. Cette culture de l'apprentissage faisant de la performance à l'école l'alpha et l'oméga de l'interaction parent-enfant pourrait expliquer à la fois un dialogue amoindri, une sous-performance dans les apprentissages et un moindre niveau de bien-être. Cette réflexion sur le rôle éventuellement contre-performant des parents qui encadrent, voire sur-encadrent leurs enfants sur le plan scolaire, débouche sur un autre domaine de recherche très développé dans le monde anglophone et encore émergent en France : ce que les anglophones qualifient d'*overparenting*. Ces travaux mettent en lumière les effets négatifs du sur-investissement parental. Il y est aussi bien question de la pression scolaire générée par les parents dans leur suivi de l'activité et des performances à l'école, que de l'aversion au risque qui conduisent les parents à contrôler excessivement les activités, les déplacements, les relations sociales, les expériences, etc. de leurs enfants et adolescents.

D) Recommandations

Collectiviser la question parentale

Les *parenting cultures studies* mettent en lumière les variations historiques et les évolutions des conceptions des rôles parentaux. Elles permettent également d'entrevoir le rôle fondamental des contextes dans lesquels les parents exercent leur rôle. La notion de parentalité et les pratiques de soutien que mettent en œuvre les acteurs publics peuvent négliger ces effets en ayant recours à une lecture individualisante de cette fonction. Il nous semble donc utile de préconiser une meilleure prise en compte de la dimension collective des enjeux de parentalité.

Développer des recherches sur les liens entre bien-être à l'école et rôle des parents

Les données disponibles sur la France en matière de bien-être des élèves (au collège comme au lycée) mettent en lumière l'insuffisance des travaux sur les interactions entre ces deux sphères : famille – école. Certains phénomènes, comme ce que l'on désigne par la phobie scolaire ou la recherche des parents d'alternatives à l'offre publique d'éducation scolaire sont des indices des besoins en matière de recherche. Nous recommandons le développement des recherches spécifiques sur ces sujets, et notamment sur la place de l'école/de la réussite scolaire dans les cultures parentales et ses conséquences sur le rapport au futur des jeunes et (donc) sur leur bien-être.

PARTIE 3. L'école, les parents, les pairs : le triptyque au cœur du bien-être des adolescents

A la différence des deux précédentes, cette partie est consacrée à la mise en lumière des travaux empiriques de la Chaire « Enfance, bien-être et parentalité ». Plus précisément, elle se propose de souligner les trois principaux résultats des analyses de première et de seconde main réalisées au cours des deux dernières années de financement. Le premier, issu de l'exploitation secondaire des données PISA et HBSC, met en évidence le fait que l'investissement parental – dans la vie quotidienne et scolaire – des jeunes n'a pas le même effet sur leur bien-être subjectif (global ou à l'école) selon les propriétés sociales des garçons et des filles et selon le contexte social et culturel dans lequel ils et elles évoluent, nuancant les résultats des études les plus connues et diffusées sur la question **(A)**.

Le deuxième résultat important, également issu des enquêtes internationales représentatives, est que les parents ne sont pas les seuls ressorts du bien-être des adolescents. Les pairs et le climat scolaire dans lequel les jeunes étudient participent grandement à la qualité de leur vie et à la perception de leur niveau de bien-être. Il est donc nécessaire de les saisir ensemble, dans une même recherche, et de montrer la manière dont leurs effets se combinent, s'articulent voire se nuancent pour rendre compte et comprendre la formation et l'accumulation (inégalement) des inégalités au cours de l'enfance et la jeunesse **(B)**.

Le troisième résultat provient d'une enquête internet par questionnaire réalisée entre mars et juin 2020 pendant le pic de l'épidémie du coronavirus. Il questionne l'effet de la crise sanitaire sur l'évolution du niveau de bien-être perçu des jeunes et sur (le poids respectif de) ses différents déterminants, dont les relations parents-enfants, la sociabilité amicale et le rapport à l'école et à la réussite scolaire. Il révèle que les mesures de confinement n'ont pas impacté de la même manière les discussions intergénérationnelles et le rapport au présent et à l'avenir des jeunes selon leurs propriétés sociales et leur condition d'existence. Par conséquent, leur niveau de bien-être ne s'en est pas trouvé affecté avec la même intensité, ce qui contribue à accroître les inégalités sociales et de genre dans le domaine **(C)**.

A) L'investissement parental, un facteur clé du bien-être de tous les adolescents ?

Quels que soient leur champ disciplinaire, leur positionnement théorique ou méthodologique, la plupart des enquêtes portant sur le bien-être des enfants et des jeunes s'accordent sur un même point : la nature et la qualité des relations parents-enfants contribuent de manière fondamentale au niveau de bien-être des garçons et des filles, aussi bien lorsqu'ils et elles sont enfants qu'adolescents (Ben-Arieh *et al.*, 2014 ; Bowlby, 2002 ; Faircloth et Rosen, 2020 ; Hair *et al.*, 2005 ; Lee et Yoo, 2015 ; Moore *et al.*, 2011). Sans un investissement parental, point de bonheur possible.

Si les analyses secondaires des enquêtes représentatives internationales PISA et HBSC font écho à ces résultats connus et publicisés⁸, elles apportent toutefois quelques nuances d'importance. Elles montrent tout d'abord que ***tous les investissements parentaux dans la vie des garçons et des filles ne sont pas toujours bénéfiques***, notamment à un âge – l'adolescence – où d'autres instances de socialisation et de sociabilité telles que les pairs viennent concurrencer les poids des parents en proposant d'autres jeux et enjeux. Le **tableau 1** souligne à cet égard que l'investissement parental dans les activités scolaires ne contribuent pas positivement au bien-être des jeunes, voire a tendance à le faire diminuer. En Grande-Bretagne et au Portugal, les garçons ont ainsi moins de chances de déclarer un score élevé de bien-être à mesure que leurs parents s'investissent très fortement dans leurs activités scolaires (OR= 0,6 et 0,9 respectivement). Cela peut s'expliquer par le fait que le niveau d'investissement parental est très fortement associé au score de stress/d'anxiété lié aux performances scolaires des adolescents. Plus les parents s'investissent fortement dans les activités scolaires des jeunes, plus ces derniers font montre d'un score élevé d'anxiété vis-à-vis du travail scolaire qui agit négativement sur leur niveau de bien-être général (surtout chez les adolescents issus des classes moyennes et supérieures).

⁸ La question de la parentalité est devenue un enjeu politique majeur dans de nombreux pays d'Europe et a fait l'objet de nombreuses critiques dans la mesure où elle faisait porter la responsabilité du bien-être des enfants aux seuls parents, et notamment aux mères (*cf.* Partie 2 pour plus d'informations).

Tableau 1. Les effets du climat scolaire, du stress à l' école et de l' investissement parental sur le bien-être des adolescents selon leur pays d' origine

	Le fait d'avoir un score élevé de bien-être, i.e. 9/10 sur 10 sur l'échelle de Cantril											
	France			Grande-Bretagne			Portugal			Carpans		
	OR [CI95%]	p-val	Filles	OR [CI95%]	p-val	Filles	OR [CI95%]	p-val	Filles	OR [CI95%]	p-val	Filles
Sentiment d'appartenance à l'école												
Faible	Ref	<0.001	Ref	<0.001	Ref	<0.001	Ref	<0.001	Ref	<0.001	Ref	<0.001
Moyen	1.89*** [1.39, 2.56]	<0.001	1.52*** [1.14, 2.02]	0.005	3.92*** [1.99, 7.70]	<0.001	1.20 [0.62, 2.29]	0.590	0.97 [0.73, 1.28]	0.813	0.70*** [0.54, 0.92]	0.010
Fort	2.58*** [1.89, 3.53]	<0.001	1.87*** [1.39, 2.51]	<0.001	3.68*** [1.75, 7.77]	<0.001	2.34*** [1.21, 4.53]	0.012	1.25 [0.94, 1.66]	0.131	1.06 [0.82, 1.38]	0.648
Très fort	3.33*** [2.42, 4.58]	<0.001	2.36*** [1.73, 3.21]	<0.001	6.74*** [3.31, 13.70]	<0.001	4.18*** [2.16, 8.10]	<0.001	1.96*** [1.50, 2.56]	<0.001	1.66*** [1.30, 2.12]	<0.001
Score de stress/anxiété lié aux performances scolaires												
Faible	Ref	0.002	Ref	<0.001	Ref	<0.001	Ref	0.011	Ref	<0.001	Ref	0.459
Moyen	0.98 [0.75, 1.29]	0.904	0.71*** [0.57, 0.89]	0.003	0.73 [0.36, 1.50]	0.390	0.52*** [0.32, 0.84]	0.007	0.71 [0.46, 1.10]	0.123	0.84 [0.66, 1.07]	0.166
Fort	0.73** [0.55, 0.96]	0.025	0.53*** [0.40, 0.69]	<0.001	0.54* [0.27, 1.10]	0.091	0.60** [0.36, 0.99]	0.045	0.82 [0.55, 1.23]	0.341	0.87 [0.68, 1.10]	0.245
Très fort	0.59*** [0.42, 0.83]	0.003	0.55*** [0.37, 0.80]	0.002	0.23*** [0.11, 0.51]	<0.001	0.35*** [0.16, 0.74]	0.006	0.52*** [0.34, 0.78]	0.002	0.81 [0.61, 1.08]	0.147
Niveau d'investissement parental dans les activités ordinaires												
Faible/Moyen	Ref	<0.001	Ref	<0.001	Ref	0.224	Ref	<0.001	Ref	<0.001	Ref	<0.001
Fort	1.31** [1.01, 1.70]	0.039	1.41*** [1.11, 1.80]	0.005	1.05 [0.63, 1.76]	0.845	1.55* [0.95, 2.52]	0.079	1.10 [0.83, 1.45]	0.526	1.45*** [1.14, 1.85]	0.003
Très fort	2.10*** [1.64, 2.70]	<0.001	2.51*** [1.95, 3.23]	<0.001	1.47 [0.89, 2.43]	0.132	2.84*** [1.73, 4.67]	<0.001	2.07*** [1.59, 2.70]	<0.001	2.63*** [2.07, 3.33]	<0.001
Niveau d'investissement parental dans les activités scolaires des enfants												
Faible	Ref	0.634	Ref	0.274	Ref	0.574	Ref	0.355	Ref	<0.001	Ref	0.305
Moyen	1.03 [0.79, 1.35]	0.806	0.92 [0.70, 1.19]	0.518	0.96 [0.53, 1.71]	0.877	0.85 [0.48, 1.49]	0.567	0.99 [0.77, 1.27]	0.924	0.81* [0.64, 1.01]	0.085
Fort	1.19 [0.89, 1.61]	0.246	1.18 [0.87, 1.58]	0.284	1.34 [0.75, 2.41]	0.327	0.95 [0.52, 1.72]	0.661	0.93 [0.71, 1.22]	0.596	0.87 [0.68, 1.11]	0.267
Très fort	1.09 [0.78, 1.53]	0.595	1.07 [0.77, 1.49]	0.673	1.17 [0.61, 2.24]	0.640	0.60 [0.32, 1.16]	0.129	1.45*** [1.12, 1.90]	0.006	0.91 [0.71, 1.18]	0.489
Score de harcèlement par les pairs												
Faible	Ref	0.202	Ref	<0.001	Ref	0.703	Ref	0.078	Ref	<0.001	Ref	<0.001
Moyen	0.83* [0.67, 1.03]	0.084	0.63*** [0.50, 0.79]	<0.001	0.76 [0.47, 1.22]	0.257	0.73 [0.46, 1.15]	0.178	0.63*** [0.50, 0.80]	<0.001	0.59*** [0.48, 0.73]	<0.001
Fort	0.81 [0.58, 1.12]	0.209	0.52*** [0.37, 0.73]	<0.001	0.99 [0.52, 1.88]	0.970	0.49*** [0.27, 0.90]	0.021	0.58*** [0.40, 0.82]	0.002	0.53*** [0.39, 0.72]	<0.001
Très fort	0.68 [0.40, 1.14]	0.146	0.54*** [0.35, 0.84]	0.006	0.84 [0.34, 2.07]	0.706	0.54 [0.25, 1.16]	0.114	0.80 [0.52, 1.24]	0.315	0.78 [0.55, 1.11]	0.173
Score de harcèlement scolaire par les professeurs												
Faible	Ref	<0.001	Ref	0.008	Ref	0.531	Ref	0.146	Ref	<0.001	Ref	<0.001
Moyen	0.60*** [0.48, 0.74]	<0.001	0.72*** [0.57, 0.91]	0.007	0.88 [0.56, 1.37]	0.572	0.74 [0.46, 1.20]	0.226	0.62*** [0.51, 0.75]	<0.001	0.75*** [0.61, 0.92]	0.005
Fort	0.72** [0.54, 0.95]	0.019	0.69*** [0.53, 0.90]	0.007	0.70 [0.39, 1.25]	0.228	0.59*** [0.35, 0.99]	0.046	0.63*** [0.49, 0.82]	<0.001	0.61*** [0.49, 0.76]	<0.001

Source : PISA 2015, Données France ; **Champs** : Enfants âgés de 15 ans (n=4804) ; **Lecture** : En France, les filles dont les parents s' investissent très fortement dans leurs activités quotidiennes ont 2,10 fois plus de chances d' avoir un score élevé de bien-être que celles dont les parents sont faiblement investis.

Le deuxième enseignement mis en exergue en partie par ce tableau est que le niveau d'investissement parental dans les activités ordinaires participe fortement au bien-être des adolescents, mais de façon très inégale selon le sexe et l'origine sociale et géographique des jeunes. Quels que soient les pays étudiés, que ce soit en France, en Grande-Bretagne ou au Portugal, l'effet bénéfique du niveau d'implication des parents dans la vie ordinaire de leur enfant est toujours plus faible chez les filles que chez les garçons. Les premières sont non seulement toujours moins nombreuses que les seconds à indiquer un niveau élevé de bien-être lorsque leurs parents s'investissent fortement dans la vie ordinaire, mais un niveau élevé d'implication de la part de leurs parents augmente moins leurs chances de déclarer un score élevé de bien-être par rapport aux garçons. De même, le niveau d'implication des parents semble agir plus favorablement chez les adolescents vivant au Portugal que chez ceux qui vivent en France et en Grande-Bretagne. Alors que les premiers voient leurs chances d'atteindre un niveau de bien-être élevé multiplié par 3 lorsque leurs parents s'impliquent très fortement dans leur vie ordinaire, leurs homologues français et britanniques ont « seulement » 2,5 et 2 fois plus de chances respectivement. Enfin, et quels que soient le pays d'origine et le sexe des jeunes, l'effet de l'investissement parental sur le BES des adolescents est plus faible chez celles et ceux qui sont issus des classes populaires.

En d'autres termes, non seulement les anglais, les jeunes issus de classes populaires sont moins nombreux/ses à déclarer un score élevé de bien-être, mais l'effet bénéfique de l'investissement parental sur le bien-être est bien moins fort pour eux qu'il ne l'est pour leurs homologues hommes, français, portugais et pour celles et ceux qui viennent des classes moyennes et supérieures. Ce faisant, les inégalités de genre et de classe en termes de niveau de bien-être se reproduisent voire s'accumulent au cours du temps et à travers les pays.

Deux principales raisons peuvent rendre compte de ces effets socialement et sexuellement différenciés de l'implication des parents sur le bien-être de leur enfant. La première, la plus évidente, est que l'investissement parental n'est pas seulement synonyme du fait que les parents prennent soin des adolescents, il peut également signifier contrôle social – avec toutes les conséquences que cela peut avoir sur le bien-être des uns (et surtout des unes) et des autres. Cette idée avait déjà été émise à la fin des années 1980 par François de Singly (1988) dans les ruses totalitaires de la pédagogie anti-autoritaire. Dans cet article, le sociologue soulignait que l'implication des parents dans toutes les sphères de la vie de l'enfant et la volonté que ce dernier leur fasse part constamment de toutes ses activités/erreurs/bêtises contribuaient à réduire drastiquement son autonomie et à mettre en place une relation basée sur la transparence des sentiments qui pouvait être stressante pour l'enfant dans la mesure où le non-respect des règles parentales pouvait déboucher sur une perte d'attention ou d'amour de la part de ses parents. Ensuite, il est possible que l'investissement parental ne soit pas aussi efficace à tous les âges de l'enfance en raison de l'avènement d'une instance de socialisation et de sociabilité concurrente : les pairs. Comme l'ont souligné les sociologues des jeunesse populaires (Chamboredon, 2015 ; Willis, 2011), dans les milieux ouvriers et/ou des petits employés, les amis viennent supplanter plus rapidement les parents dans le rôle d'autrui significatif et de support moral et social. Il est donc logique que la qualité ou la fréquence des relations ou conversations avec les parents agissent moins fortement sur leur bien-être que ce que l'on observe chez des adolescents de classes moyennes et supérieures.

B) L'école, les pairs et les parents : des facteurs interdépendants et cumulatifs

Le deuxième résultat qui ressort de l'exploration des bases de données (inter)nationales est que **les parents ne sont pas les seuls leviers du bonheur ou du bien-être des adolescents**. L'école – et plus exactement le climat scolaire⁹ – et les pairs y participent de manière non négligeable. Chez certains, il s'agit même des principaux ressorts de leur niveau de bien-être, ceux qui augmentent le plus leur chance d'indiquer un score de BES très élevé.

Le tableau 2 met en évidence les poids des principaux déterminants toutes choses égales par ailleurs. Pour chaque classe sociale, il souligne l'effet propre des variables relatives au climat scolaire (composé ici du sentiment d'appartenance à l'école, du niveau d'anxiété vis-à-vis de la réussite scolaire et du niveau de harcèlement des pairs et des professeurs) et le compare à celui des niveaux d'investissement des parents dans les activités ordinaires ou scolaires des adolescents. Il ressort que pour la majorité des jeunes le rôle du climat scolaire impacte autant voire davantage le niveau de bien-être que l'investissement des parents dans la vie des enfants.

⁹ Le climat scolaire renvoie aux différents jugements que portent les élèves sur leur expérience de vie au sein de l'école. Cela inclut à la fois l'atmosphère générale de l'école (si les adolescents s'y sentent en sécurité, s'ils aiment y aller, etc.), la qualité des relations avec les enseignants et les autres élèves, et enfin à la qualité des enseignements et de la pédagogie (non prise en compte ici). Pour ce rapport, le climat scolaire se limite au trois premières variables mentionnées.

Tableau 2. L'effet socialement différenciés de l'investissement parental bien-être des jeunes en France

	High score of well-being among children (9/10 out of 10 on Cantrill Scale)					
	Upper-Classes (n=1655)		Middle-Classes (n=2282)		Working-Classes (n=867)	
	OR [CI95%	p	OR [CI95%	p	OR [CI95%	p
Children's sense of belonging to school						
Low (i.e. <6 out of 10)	Ref		Ref		Ref	
Middle (i.e. >6 & <8 out of 10)	1.82 [1.40,2.35]	+++	1.74 [1.40,2.17]	+++	1.72 [1.24,2.41]	+++
High (i.e. 8/9/10 out of 10)	2.56 [1.90,3.45]	+++	2.64 [2.04,3.42]	+++	2.45 [1.60,3.76]	+++
	pvalue of the variable	+++	+++	+++	+++	+++
Score of anxiety about school						
Low (i.e. <6)	Ref		Ref		Ref	
Middle (i.e. >=6 & <8 out of 10)	0.81 [0.63,1.03]	NS	0.65 [0.52,0.80]	+++	0.66 [0.46,0.93]	+
High (i.e. 8/9/10 out of 10)	0.51 [0.36,0.72]	+++	0.61 [0.46,0.81]	+++	0.56 [0.36,0.86]	++
	pvalue of the variable	+++	+++	+	+	
Level of school bullying by peers						
Low	Ref		Ref		Ref	
Middle	0.77 [0.62,0.96]	+	0.54 [0.44,0.66]	+++	0.70 [0.51,0.97]	+
High	0.58 [0.31,1.08]	NS	0.55 [0.36,0.85]	++	0.67 [0.37,1.19]	NS
	pvalue of the variable	+	+++	NS	NS	
Level of school bullying by teachers						
Low	Ref		Ref		Ref	
Middle	0.64 [0.52,0.81]	+++	0.80 [0.66,0.97]	+	0.79 [0.58,1.08]	NS
High	1.01 [0.63,1.69]	NS	0.79 [0.53,1.18]	NS	1.46 [0.83,2.59]	NS
	pvalue of the variable	+++	NS	+	NS	
Level of parental involvement in children's everyday activities						
Low	Ref		Ref		Ref	
Middle	1.45 [1.09,1.93]	+	1.52 [1.19,1.95]	+++	0.98 [0.67,1.43]	NS
High	2.39 [1.81,3.16]	+++	2.48 [1.94,3.15]	+++	1.72 [1.19,2.49]	++
	pvalue of the variable	+++	+++	++	++	
Level of parental involvement in children's school activities						
Low	Ref		Ref		Ref	
Middle	1.08 [0.83,1.41]	NS	1.07 [0.86,1.33]	NS	1.16 [0.83,1.63]	NS
High	1.15 [0.81,1.61]	NS	0.99 [0.73,1.33]	NS	1.90 [1.22,2.98]	++
	pvalue of the variable	NS	NS	+	+	

Source: PISA 2015, Données France ; **Champ:** Enfants âgés de 15 ans (n=4804) ; **Lecture:** Les enfants de classes supérieures qui indiquent un niveau élevé d'investissement des parents dans leurs activités quotidiennes ont plus de chances d'avoir un score élevé de bien-être que ceux qui déclarent un faible niveau d'investissement de leurs parents dans ce domaine (OR=2,39).

Le second enseignement de ce tableau est que les inégalités de niveau de bien-être entre les jeunes ne se limitent pas à une probabilité inégale d'être soumis ou confrontés à des facteurs qui y sont positivement ou négativement liés. Elles se manifestent également à un second niveau, lorsque les adolescents font l'expérience d'un même niveau d'anxiété, de sentiment d'appartenance ou déclarent un niveau similaire d'investissement parental dans leur vie ordinaire ou scolaire. Leur impact sur le niveau de bien-être perçu diffère, voire s'inverse, selon le milieu social d'appartenance des garçons et des filles. Alors qu'un niveau élevé de harcèlement par les professeurs tend à réduire le niveau de bien-être chez les adolescents des classes supérieures et moyennes (en particulier chez celles et ceux qui sont issus des fractions intellectuelles), il semble avoir une influence positive sur leurs camarades issus des classes ouvrières. Si cette constatation va à l'encontre de la plupart des enquêtes quantitatives sur le bien-être des jeunes – qui mettent généralement en évidence une association négative entre la satisfaction de la vie des jeunes et les mauvaises relations entre enseignants et élèves –, elle fait écho à l'ouvrage classique de Paul Willis, *Learning to Labour* (Willis, 2011). Dans cette recherche, l'auteur montre que les enfants des classes populaires sont les dépositaires d'une culture anti-scolaire qui s'oppose aux objectifs académiques, à l'ethos et aux règles légitimes de l'école. Provoquer les enseignants, éviter de faire des travaux

scolaires et perturber le bon déroulement de la journée constituent le cœur de cette culture et augmentent la réputation et le statut des élèves parmi leurs pairs. Dans ce contexte, nous pouvons comprendre pourquoi des relations problématiques avec les enseignants peuvent améliorer le bien-être subjectif des enfants des classes populaires, quand elles diminuent celui des jeunes des autres milieux sociaux qui font montre d'une « bonne volonté culturelle » vis-à-vis de l'école et des institutions culturelles légitimes (Bourdieu, 1979).

Le dernier enseignement, issu de ce travail, est que les déterminants d'ordre scolaire et d'ordre familial sont liés et ne peuvent être dissociés dans l'analyse du bien-être subjectif des adolescents. L'investissement des parents dans les activités scolaires des enfants est fortement associé au niveau de stress que les garçons et les filles ressentent vis-à-vis de l'école et de la réussite scolaire. D'un point de vue plus positif, il contribue au fort sentiment d'appartenance des jeunes à l'école qui participe grandement au niveau de bien-être global des adolescents. De même, l'implication des pères et des mères dans la vie ordinaire de leur enfant est en partie liée avec l'effet plus ou moins négatif que peut avoir le harcèlement des pairs et des professeurs. Plus les parents sont présents dans la vie quotidienne de leur enfant, moins le harcèlement scolaire (effectué par les pairs ou les professeurs) affecte le niveau de bien-être général des jeunes (excepté chez les classes populaires qui, comme nous l'avons vu précédemment, accordent une plus grande importance à la sociabilité entre pairs qu'à la sociabilité intrafamiliale). En d'autres termes, les différents niveaux d'investissement parental médient *en partie* l'influence des variables liées au climat scolaire sur le BES des garçons et des filles. Ce faisant, il est important de les saisir dans un même mouvement. Non seulement cela permet de garder à l'esprit que les univers scolaires et familiaux des enfants ne sont pas hermétiques l'un à l'autre et que les différents déterminants du bien-être s'articulent, se cumulent voire se nuancent, mais cela offre surtout l'opportunité de rendre compte du fait que les conditions de bien-être ne sont pas identiques selon les contextes économiques, sociaux et culturels dans lesquels les adolescents vivent.

C) *Corona minus, corona maxus* : les effets inégaux du confinement sur l'évolution du niveau de bien-être des lycéens

L'enquête AFUT-Communicado que nous présentons en annexe 1 a permis de mettre en lumière un troisième résultat important : les crises (sanitaires) n'impactent pas le niveau de bien-être des adolescents avec la même intensité dans la mesure où elles n'agissent pas autant sur ses principaux ressorts/déterminants selon les propriétés sociales des jeunes et leurs conditions d'existence et de coexistence, suggérant ainsi un effet (très) inégalitaire des mesures de santé prise par le gouvernement.

Le **tableau 3** présente l'évolution du bien-être subjectif des jeunes depuis le confinement en fonction de leurs perceptions de la crise sanitaire et de ses effets sur leurs vies ordinaire et scolaire. Si l'assignation à résidence a diminué le niveau de bien-être des adolescents d'une manière générale, au point d'être la population qui a été le plus affectée par le confinement¹⁰, toutes et tous n'en ont pas souffert, certains ayant vu leur niveau de bien-être augmenter sur la période. C'est notamment le cas de celles et ceux qui affirment que le confinement n'a pas été une période difficile à vivre, qu'elle était une situation pas si différente de l'ordinaire dans la mesure où ils ont pu profiter très facilement de leur journée, maintenir leurs relations avec leurs amis etc. Ces derniers déclarent ainsi une hausse de leur niveau de bien-être d'environ + 0,5 point depuis le début de la crise sanitaire, quand leurs camarades exprimant des difficultés à vivre cette période (à partir des mêmes indicateurs) enregistrent une baisse d'un peu plus de - 1 point (et même - 1,3 pour celles et ceux qui précisent avoir éprouvé de grandes difficultés à se détendre, à trouver un moment pour eux). Ces différences de bien-être persistent « toutes choses égales par ailleurs », ce qui indique bien que la crise sanitaire a eu des effets différenciés sur le bien-être des lycéens selon qu'ils ont pu facilement ou non profiter de leur journée, qu'ils ont réussi ou non à prendre un moment pour eux et qu'ils ont pu ou non continuer à échanger avec leurs amis, petits amis, et/ou (re)nouer de (bonnes) relations avec leurs parents, en un mot selon leurs *conditions d'existence et de coexistence* qui varient grandement en fonction du genre et du milieu social.

¹⁰ Voir la note de synthèse du CREDOC, D. Alezra, S. Hoibian, M. Perona, C. Senik (2020), « Heurs et malheurs du confinement », n°32, juin.

Tableau 3. L'évolution du bien-être subjectif des lycéens selon leurs perceptions de la crise sanitaire et de ses effets sur leur vie scolaire et ordinaire

	Niveau de bien-être durant le confinement (sur 10)	P	Evolution moyenne en point (sur 10) par rapport	p
Covid est-elle une période difficile à vivre?				
Pas (du tout) d'accord	7.32 (1.7)		0.44 (1.9)	
(Tout à fait) d'accord	4.47 (1.8)	<0.001	-1.60 (2.1)	<0.001
Covid est-elle une période ennuyeuse?				
Pas (du tout) d'accord	7.17 (2.1)		0.31 (2.2)	
(Tout à fait) d'accord	5.25 (2.1)	<0.001	-1.03 (2.1)	<0.001
Covid est une situation pas si différente qu'à l'ordinaire				
Pas (du tout) d'accord	5.66 (2.2)		-0.94 (2.1)	
(Tout à fait) d'accord	6.72 (2.4)	<0.001	0.45 (2.2)	<0.001
Depuis le confinement, degré de difficulté de suivre les cours				
(Très) Difficile	5.59 (2.2)		-0.72 (2.2)	
Plutôt Facile	6.41 (2.2)		-0.36 (2.2)	
Très Facile	7.78 (2.1)	<0.001	0.53 (2.4)	<0.005
Depuis le confinement, degré de difficulté de prendre un moment pour toi, de te détendre				
(Très) Difficile	4.45 (2.0)		-1.32 (2.1)	
Plutôt Facile	6.10 (1.9)		-0.52 (2.1)	
Très Facile	7.28 (2.1)	<0.001	0.21 (2.2)	<0.001
Depuis le confinement, degré de difficulté de profiter de ta journée, d'être actif				
(Très) Difficile	4.82 (2.0)		-1.29 (2.0)	
Plutôt Facile	6.30 (1.8)		-0.28 (2.1)	
Très Facile	7.75 (2.0)	<0.001	0.62 (2.2)	<0.001
Depuis le confinement, comment ont évolué les discussions avec ton père ?				
Moins qu'avant	4.68 (1.7)		-1.43 (2.5)	
Autant	6.13 (2.3)		-0.52 (2.1)	
Plus qu'avant	6.10 (1.9)	<0.01	-0.31 (1.9)	<0.05
Depuis le confinement, comment ont évolué les discussions avec ta mère ?				
Moins qu'avant	4.72 (1.8)		-1.03 (2.3)	
Autant	6.19 (2.3)		-0.43 (2.0)	
Plus qu'avant	5.69 (2.3)	<0.001	-0.81 (2.4)	0.119
Ensemble des lycéens				
	5.96 (2.3)		-0.54 (2.2)	

Source : Enquête « AFUT » menée auprès de lycéens scolarisés dans l'Ouest de la France. **Champs** : Ensemble de l'échantillon (n= 507)

Lecture : En moyenne, le niveau de bien-être subjectif des lycéens baisse de -1,43 point pendant le confinement, chez celles et ceux qui indiquent que le niveau des discussions avec leur père ont diminué par rapport à ce qu'il était avant la crise sanitaire.

En d'autres termes, ce tableau met indirectement en lumière un élément primordial dans l'analyse des crises, qu'elles soient sanitaires, politiques ou économiques : ces dernières n'ont jamais le même effet sur les personnes (en fonction des situations sociales et économiques dans lesquelles elles se trouvent), dans la mesure où elles n'agissent pas avec la même intensité sur les ressorts de leur bien-être objectif et subjectif. Il est bien plus facile de vivre une période de confinement quand on dispose d'une chambre à soi, que l'on n'est pas obligés de partager des espaces restreints avec plusieurs personnes, qu'il est possible de pouvoir faire ses activités quotidiennes, partager des moments avec ses amis ou tout simplement prendre du temps pour soi.

D) Recommandations

De ces trois résultats découlent plusieurs recommandations à destination des pouvoirs publics et/ou des chercheurs qui s'intéressent à la question des conditions d'existence et de coexistence des enfants et à leur importance dans leur niveau de bien-être subjectif :

- **Penser l'enfance et l'adolescence dans sa globalité** : En insistant sur la question des inégalités matérielles et culturelles des enfants, les travaux de la Chaire permettent de formuler quelques pistes pour concevoir une nouvelle politique de l'enfance qui donnerait davantage de place aux garçons et aux filles, ainsi qu'à leurs points de vue dans la définition de l'action publique. Appréhender les enfants à différents niveaux (conditions de vie, santé physique et psychique, expériences scolaires, expérience de vie dans la cité, etc.) et les penser en tant qu'êtres au présent, et pas seulement en tant que personne en devenir, donnerait l'opportunité aux pouvoirs publics d'éviter deux écueils fréquents : celui consistant à séparer les différentes sphères de la vie des individus comme si elles étaient indépendantes les unes aux autres ; et celui lié au biais d'adulto- ou familialo-centrisme – dans lequel les enfants n'auraient pas de voix propres et ne seraient que le simple reflet des personnes qui les entourent dans le cadre familial.
- **Penser en termes de différenciations sexuée et sociale les effets d'une pratique (parentale) ou d'une politique à destination des enfants** : Malgré leur diversité, l'ensemble des résultats présentés ici pointent une même idée : non seulement les déterminants du bien-être des adolescents ne sont pas les mêmes en fonction des propriétés sociales des uns et des autres, mais leur effet sur le bien-être varient considérablement en fonction des conditions d'existence et de coexistence des garçons et des filles. Dès lors, ceci amène à reconsidérer l'idée de pouvoir recourir à des solutions standardisées pour augmenter le niveau de BES des jeunes ou réduire leur mal-être, et incite au contraire à produire des recommandations tenant compte des spécificités des réalités auxquelles font face les jeunes.
- D'un point de vue scientifique, les travaux de la Chaire appellent à poursuivre les recherches sur le BES en tenant compte des inégalités sexuées, sociale et territoriales, et de leurs interactions, et notamment de leurs effets sur les principaux déterminants du bien-être des jeunes. La plupart des travaux empiriques réalisés sur les deux dernières années ont pris le parti de montrer des différences (sociales et territoriales) dans les différences (sexuées) de bien-être et donc de réfléchir en termes de « causalité structurale » (Bourdieu, 1979), c'est-à-dire de postuler qu'un phénomène social ne s'explique jamais par un unique facteur pris isolément, mais par la conjonction ou la combinaison d'une pluralité de facteurs qui n'ont pas la même importance, n'ont pas le même poids, et ne s'articulent pas de la même manière en fonction des contextes historiques, culturels et sociaux dans lesquels ils sont apparus. En d'autres termes, cette approche structurale et relationnelle du monde social tend à rejeter l'idée qu'une variable ou qu'un groupe de variables aurait ou pourrait avoir « un effet propre » ou « un effet pur » qui

existerait indépendamment des autres variables (sociales) prises en compte dans un modèle statistique, plus ou moins élaboré, qui raisonnerait toutes choses étant égales par ailleurs. Plus exactement, elle met en cause l'idée, largement répandue en économétrie et en épidémiologie, qu'il existerait un même facteur (ou un même effet) qui agirait de façon identique, avec la même intensité en tout temps, en tout lieu et sur tout le monde. Elle invite à davantage de prudence et de précaution, et appelle, avec plus ou moins de succès, à recontextualiser et à ré-historiciser les liens ou les effets d'une représentation, d'une croyance ou d'une disposition sur une pratique ou une attitude particulière, en recourant par exemple à des régressions stratifiées comme celles que nous avons présentées dans ce rapport.

Bibliographie

- Aschauer W., 2019, "Nouvelles perspectives des recherches comparatives internationales sur le bien-être », *Revue des politiques sociales et familiales*, n° 131-132, p. 15-34.
- Bartram D., 2012, "Elements of a Sociological Contribution to Happiness Studies: Sociology and Happiness Studies". *Sociology Compass*, vol. 6, n°8, p. 644-656.
- Baumrind D. 1966, "Effects of authoritative parental control on child behavior". *Child Development*, 37 (4), 887-904.
- Ben-Arieh A., Casas F., Frønes I., Korbin J.E. , 2014, *In A. Ben-Arieh, F. Casas, I. Frønes, et J. E. Korbin (dir.), Handbook of Child Well-Being* (p. 1-27). Dordrecht : Springer Netherlands.
- Bourdieu P., 1979, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit.
- Bourdieu P., Passeron J-C., 1970, *La reproduction.*, Paris, Les éditions de Minuit.
- Bradshaw J., Richardson D., 2009, "An Index of Child Well-Being in Europe". *Child Indicators Research*, vol. 2, n°3, p. 319-351.
- Bruer J., (1999), *The Myth of the First Three Years*, (New York: The Free Press).
- Castel R., 1981. *La gestion des risques*. Paris, éditions de minuit.
- Chamboredon J-C., 2015, *Jeunesse et classes sociales*, Paris, Edition rue d'Ulm.
- Child Poverty Action Group, 2009, London : CPAG.
- Delhey J., 2004, *Life Satisfaction in an Enlarged Europe* European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions. Luxembourg, Office for Official Publications of the European Communities.
- Desforges C., Abouchaar A., (2003), *The Impact of Parental Involvement, Parental Support and Family Education on Pupil Achievement and Adjustment: A Literature Review*. Research Report n° 433. Queen's Printer, ISBN 1 84185 999 0.
- Diener E., 1994, "Assessing subjective well-being: Progress and opportunities". *Social Indicators Research*, vol. 31, n° 2, p. 103-157.
- Donzelot J., 1977 (nouvelle édition 2005). *La police des familles*. Paris, éditions de minuit
- Du Roscoät E., Léo C., Sitbon A., Briffaul X., 2016, « Appréhender la santé mentale des collégiens: un croisement d'indicateurs ». *Agora débats/jeunesses*, vol. Hors série, n°4, p. 57-78.
- Easterlin R., (1995), « Will Raising the Incomes of All Increase the Happiness of All? », *Journal of Economic Behavior and Organization*, vol. 27, p. 35-47.
- Edwards, Rosalind, Gillies, Val, (2013), "'Where are the parents?' Changing Parenting Responsibilities between the 1960s and the 2010s", dans Faircloth, Charlotte, Hoffman, Diane M., Layne, Linda L. (eds), *Parenting in Global Perspective. Negotiating Ideologies of Kinship, Self and politics*, London: Routledge, p. 21-35.
- Ehlinger V., Spilka S., Godeau E., 2016, « Présentation de l'enquête HBSC sur la santé et les comportements de santé des collégiens de France en 2014 ». *Agora débats/jeunesses*, vol. Hors série, n°4, p. 7-22.
- Elgar F., Gariépy G., Torsheim T., Currie C., 2016, "Early-life income inequality and adolescent health and well-being". *Social Science & Medecine*, vol. 174, p. 197-208.

- Elgar F.J., Pförtner T.-K., Moor I., De Clercq B., Stevens G.W.J.M., Currie C., 2015, "Socioeconomic inequalities in adolescent health 2002–2010: a time-series analysis of 34 countries participating in the Health Behaviour in School-aged Children study." *The Lancet*, vol. 385, n°9982, p. 2088-2095.
- Evans R., 2002, *Interpreting and Addressing Inequalities in Health: From Black to Acheson to Blair to . . . ?* Office of Health Economics.
- Faircloth C. et Rosen R., (dir.), 2020, "Childhood, parenting Culture and Adult-Child relations in Global Perspectives", *Families, Relationships and Societies*, Vol. 9, n°1.
- Forsé M. et Parodi M., 2014, « Bien-être subjectif et sentiment de justice sociale ». *L'Année sociologique*, vol. 64, n° 2, p. 359.
- Furedi F., (2002), *Paranoid Parenting. Why Ignoring the Experts May be Best for Your Child*, (Chicago: Chicago Review Press).
- Gillies, Val, Edwards, Rosalind, Horsley, Nicola, 2017. *Challenging the Politics of early Intervention. Who's 'Saving' Children and Why*. Bristol: Policy press.
- Hair E. C., Moore K. A., Garrett S. B., Kinukawa A., Lippman L. H., & Michelson E., 2005, The Parent-Adolescent Relationship Scale. In K. A. Moore & L. H. Lippman (Eds.), *The Search Institute series on developmentally attentive community and society. What do children need to flourish: Conceptualizing and measuring indicators of positive development*, p. 183–202.
- Halleröd B. et Seldén D., 2013, "The Multi-dimensional Characteristics of Wellbeing: How Different Aspects of Wellbeing Interact and Do Not Interact with Each Other". *Social Indicators Research*, vol. 113, n°3, p. 807-825.
- Hartas, Dimitra, 2014, *Parenting, Family Policy and Children's Well-Being in an Unequal Society. A New Culture War for Parents*. London: Palgrave Macmillan.
- Hendrick H. 2016. *Narcissistic Parenting in an Insecure World. A History of Parenting Culture 1920s to Present*. Bristol: Policy Press.
- International HBSC Study Group, Roberts C. Freeman J., Samdal O., Schnohr C.W., de Looze M.E., Nic Gabhainn, S., Iannotti R., Rasmussen M., 2009, "The Health Behaviour in School-aged Children (HBSC) study: methodological developments and current tensions". *International Journal of Public Health*, vol. 54, n° S2, p. 140-150.
- Kellerhals J., Montandon C., 1991, *Les stratégies éducatives des familles. Milieu social, dynamique familiale et éducation des pré-adolescents*, Genève, Delachaux et Niestlé.
- Kellerhals J., Montandon, C., Ritschard, G., Sardi, M., 1992, « Le style éducatif des parents et l'estime de soi des adolescents », *Revue française de sociologie*, XXXIII, pp. 313-333.
- Kondo N., Sembajwe G., Kawachi I., van Dam R.M., Subramanian S.V., Yamagata Z., 2009, "Income inequality, mortality, and self-rated health: meta-analysis of multilevel studies". *BMJ*, vol. 339, n°nov10 2, p. b4471-b4471.
- Langlois S., 2014, « Bonheur, bien-être subjectif et sentiment de justice sociale au Québec ». *L'Année sociologique*, vol. 64, n° 2, p. 389.
- Lawler M.J., Newland L.A., Giger J.T., Roh S., Brockevelt B.L., 2017, "Ecological, Relationship-Based Model of Children's Subjective Well-Being: Perspectives of 10-Year-Old Children in the United States and 10 Other Countries". *Child Indicators Research*, vol. 10, n°1, p. 1-18.
- Lee B.J., Yoo M.S., 2015, "Family, School, and Community Correlates of Children's Subjective Well-being: An International Comparative Study". *Child Indicators Research*, vol. 8, n°1, p. 151-175.
- Lee E., Bristow J., Faircloth C., Macvarish J., 2014, *Parenting Culture Studies*, London: Palgrave Macmillan.

- Luby J.L., Essex M.J., Armstrong J.M., Klein M.H., Zahn-Waxler C., Sullivan J.P., Goldsmith H.H., 2009, "Gender Differences in Emotional Reactivity of Depressed and At-Risk Preschoolers: Implications for Gender Specific Manifestations of Preschool Depression" *Journal of Clinical Child & Adolescent Psychology*, vol. 38, n°4, p. 525-537.
- Lynch J.W., Smith G.D., Kaplan G.A., House J.S., 2000, "Income inequality and mortality: importance to health of individual income, psychosocial environment, or material conditions". *BMJ (Clinical research ed.)*, vol. 320, n°7243, p. 1200-1204.
- Macvarish J., 2016, *Neuroparenting. The Expert Invasion of Family Life*. London: Palgrave.
- Martin C. (ed.), 2014, « Mais que font les parents ? Construction d'un problème public », dans Claude Martin, dir, « Être un bon parent », une injonction contemporaine. Rennes. Presses de l'EHESP ; p. 9-28.
- Martin C., *La parentalité en questions. Perspectives sociologiques*. Rapport pour le Haut Conseil de la Population et de la Famille, Paris, La Documentation Française, 63 pages (publié par le HCPF sur le site de la documentation française en 2003 : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/034000552/index.shtml>)
- Moore K., Kinghorn A., Bandy T., 2011, "Parental relationship quality and child outcomes accross subgroups". *Child Trends. Research brief*.
- Moore K.A., N. Ramirez A., 2016, "Adverse Childhood Experience and Adolescent Well-being: Do Protective Factors Matter?" *Child Indicators Research*, vol. 9, n° 2, p. 299-316.
- Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse (OEJAJ), 2008, *Rapport du Gouvernement de la Communauté française au Parlement de la Communauté française relatif à l'application de la Convention internationale des droits de l'enfant*. Communauté française Wallonie-Bruxelles, 196 p.
- Pawin R. , 2013a, *Histoire du bonheur en France: depuis 1945*. Paris, Robert Laffont.
- Pawin R. , 2013b, « La conversion au bonheur en France dans la seconde moitié du 20e siècle ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. N° 118, n° 2, p. 171-184.
- Pickett K.E., Wilkinson R.G. , 2015, "The Ethical and Policy Implications of Research on Income Inequality and Child Well-Being". *PEDIATRICS*, vol. 135, n°Supplement, p. S39-S47.
- Pickett K.E., Wilkinson R.G., 2007, "Child wellbeing and income inequality in rich societies: ecological cross sectional study". *BMJ*, vol. 335, n° 7629, p. 1080.
- Rapport de la Commission des 1000 premiers jours : *Les 1000 premiers jours. Là où tout commence*. Ministère des Solidarités et de la Santé, septembre 2020.
- Sacks V., Murphey D., Moore K. , 2014, Adverse Childhood Experiences: National and State-Level Prevalence. *Child Trends*, vol. 28, 1-11.
- Sarriera J.C., Casas F., Bedin L., Abs D., Strelhow M.R., Gross-Manos D., Giger J., 2015, "Material Resources and Children's Subjective Well-Being in Eight Countries". *Child Indicators Research*, vol. 8, n° 1, p. 199-209.
- Senik C. , 2014, *L'économie du bonheur*. Paris, Le Seuil.
- Singly (de) F., 1988, "Les ruses totalitaires de la pédagogie anti-autoritaire", *Revue de l'Institut de Sociologie*, vol. 1-2, p. 115-126.
- Stiglitz J. E., Sen A. et Fitoussi J.-P., 2009, *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*. Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, p. 324.
- Uchida Y., Norasakkunkit V., Kitayama S., 2004, "Cultural constructions of happiness: theory and empirical evidence". *Journal of Happiness Studies*, vol. 5, n° 3, p. 223-239.

- UNICEF, 2011, *The children left behind: a league table of inequality in child well-being in the world's rich countries*. Florence, UNICEF Innocenti Research Centre.
- Von Otter C., 2014, "Family Resources and Mid-Life Level of Education: A Longitudinal Study of the Mediating Influence of Childhood Parental Involvement", *British Educational Research Journal*, 40 (3), pp. 555-574.
- Veenhoven R., 1984, *Conditions of Happiness*. Dordrecht : Springer Netherlands.
- Viner R.M., Ozer E.M., Denny S., Marmot M., Resnick M., Fatus A., Currie C., 2012, "Adolescence and the social determinants of health". *The Lancet*, vol. 379, n°9826, p. 1641-1652.
- Wilkinson R.G., Pickett K. 2010, *The spirit level: why equality is better for everyone*. Penguin sociology (Published with revisions, published with a new postscript.). London : Penguin Books.
- Willis P., 2011, *L'école des ouvriers. Comment les enfants d'ouvriers obtiennent des boulots d'ouvriers*, Marseille, Agone.

Annexe 1 : présentation de l'enquête Afut-Communicado et de sa méthodologie

L'objectif de cette enquête est d'appréhender la perception de l'avenir à court, moyen et long terme des lycéens, son évolution selon les propriétés sociales des jeunes, et de rendre compte des logiques sociales qui sont à l'origine de ces perceptions. Il s'agit aussi de saisir la façon dont les jeunes envisagent leurs études et leur vie professionnelle, sociale et familiale à venir, de souligner plus généralement leur vision de la société, et, enfin, de repérer les personnes vers lesquelles ils se tournent pour les guider dans leurs choix dans un contexte incertain et potentiellement anxiogène lié aux différentes crises économiques et sanitaires, ainsi qu'au risque de déclassement. L'idée plus large de cette enquête est de mettre en relation le bien-être subjectif des adolescents et leur socialisation familiale et scolaire, en se focalisant sur le niveau et la qualité de communication parents-adolescents. Plus précisément, nous souhaitons analyser les aspirations scolaires et professionnelles respectives de l'adolescent.e et de ses parents, révéler leurs variations en fonction des contextes sociaux et culturels, mais aussi et surtout retracer les différences qui peuvent exister entre générations sur ces questions d'avenir, ainsi que leurs conséquences sur le bien-être des jeunes.

Une méthodologie affectée par l'épidémie du coronavirus

Initialement, l'enquête devait se dérouler en deux temps :

- Tout d'abord, quatre ou cinq groupes de discussion d'une durée d'une heure devaient être organisés dans un lycée de l'Ouest de la France sur le temps libre des lycéens. Chaque groupe devait rassembler entre 3 et 5 élèves pour permettre à chacun de s'exprimer le plus librement possible. Le but était d'appréhender la diversité des rapports à l'avenir des jeunes et de cartographier leurs différentes aspirations en tenant compte des trajectoires de vie de chacun.
- Dans un second temps, des entretiens individuels devaient être conduits sur la base du volontariat auprès d'une dizaine de lycéens et auprès de leurs parents. Il s'agissait de discuter de manière plus précise des perceptions de l'avenir des jeunes, et de la manière dont ils l'envisageaient et apprenaient à le gérer avec plus ou moins de difficulté. L'appariement des entretiens des jeunes avec ceux de leurs parents était intéressant dans la mesure où, d'une part, il permettait de percevoir les relations intergénérationnelles des deux côtés et d'avoir accès à des informations que des entretiens isolés avec les uns ou les autres n'auraient pas permis, et, d'autre part, il offrait l'opportunité de pouvoir retracer les processus et résultats de la socialisation au temps et à l'avenir des lycéens.

Cependant, avec l'arrivée du confinement le 16 mars 2020, il n'a pas été possible de réaliser les groupes de discussions ni les entretiens avec les lycéens, pour la plupart d'entre eux, confinés chez leurs parents.

Nous avons dès lors fait évoluer notre dispositif d'enquête. Le choix de recourir à un questionnaire en ligne s'est rapidement imposé comme la meilleure solution pour permettre aux lycéens de répondre à l'intégralité du questionnaire, à l'abri du regard de leurs parents et de leurs frères et sœurs. Nous avons profité de ce changement de méthodologie pour développer un nouvel aspect de notre enquête et prendre en compte le contexte particulier de cette crise sanitaire majeure. Une sous-partie « confinement et bien-être » a été créée, afin de saisir l'influence de l'épidémie du coronavirus sur le rapport au monde et à l'avenir des garçons et des filles, sur leur niveau de bien-être respectif, mais aussi et surtout afin de mesurer ses effets sur la recomposition des relations familiales dans un contexte d'assignation à résidence, où il est interdit de sortir du foyer plus d'une heure par jour et où parents et enfants doivent cohabiter sans interruption ou presque.

Un lycée socialement mixte de l'Ouest de la France

L'enquête quantitative a été menée dans un lycée de plus de 3000 élèves de l'Ouest de la France, qui rassemble des garçons et des filles provenant de milieux sociaux et de zones géographiques diversifiés. Il regroupe également des filières générales, technologiques et professionnelles, et propose de nombreuses options (sport, cinéma, danse, théâtre, musique, langues, etc.).

Après avoir obtenu l'accord de l'administration, celui des représentants des parents d'élèves et celui des représentants des élèves eux-mêmes, le questionnaire a été mis en ligne le 7 avril à partir de la plateforme *Lime Survey*¹¹. Le lien vers le sondage a été diffusé aux lycéens par l'intermédiaire de leurs conseillers principaux d'éducation (CPE) via le logiciel *Pronote*. Le questionnaire auto-administré comportait quatre parties : la perception de l'avenir du lycéen, les discussions à propos de son futur avec son entourage familial et amical, son rapport au présent (et au lycée), et ses activités et son bien-être pendant le confinement. La durée de passation était d'environ vingt minutes.

L'enquête a été bien accueillie par les lycéens. Sur les 3000 élèves à qui le questionnaire a été envoyé, 1068 se sont connectés à la plateforme. Parmi eux, la moitié a répondu à l'intégralité du questionnaire (N=507).

¹¹ Les réponses des lycéens étaient stockées sur un serveur sécurisé de l'EHESP. Seuls les membres de l'équipe « AFUT-Communicado » pouvaient y avoir accès. Aucune donnée personnelle pouvant dévoiler l'identité d'un élève n'a été demandée, ni conservée afin de préserver l'anonymat et respecter la vie privée des enquêtés.

Tableau 1. Descriptif de la population enquêtée

	Sexe			Ensemble des lycéens (n=507)
	Filles (n=392) % (col)	Garçons (n=105) % (col)	Autre (n=10) % (col)	
En quelle classe es-tu ?				
2nde	30	31	40	30
1ère	31	34	50	32
Terminale	39	36	10	38
En quelle filière es-tu ?				
Générale	65	70	80	66
Technologique	24	23	20	23
Professionnelle	12	7	0	11
Niveau scolaire des lycéens (autoévaluation)				
Très en dessous de la moyenne	13	12	20	13
Dans la moyenne	40	40	50	40
Au-dessus de la moyenne	34	44	30	36
Très au-dessus de la moyenne	12	4	0	10
As-tu déjà redoublé ?				
Non	89	89	90	89
Oui	11	11	10	11
Situation familiale des lycéens				
vivent avec les deux parents	62	72	40	64
vit dans une famille recomposée	19	14	40	18
vit avec un seul parent	19	13	20	18
Milieu social de la famille				
Classes supérieures	40	43	44	41
Classes moyennes	28	35	22	30
Classes populaires	32	21	33	30

Source : Enquête Afut-Communicado menée auprès de lycéens scolarisés dans l'Ouest de la France.

Champs : Ensemble de l'échantillon (n= 507)

Le **tableau 1** présente les caractéristiques sociodémographiques des lycéens ayant répondu entièrement aux questionnaires. Il souligne une très nette surreprésentation des filles (77 % des enquêtés), des classes supérieures (41 %) et des filières générales (66 %). Ces surreprésentations ne sont pas sans conséquence sur les autres caractéristiques des lycéens : le taux de redoublement est faible [seul un jeune sur dix a déjà redoublé contre trois sur dix en France (PISA, 2012)], et le niveau d'auto-évaluation scolaire apparaît bien plus élevé que celui mentionné dans d'autres enquêtes plus représentatives (Le Bastard-Landrier, 2015). Près de 50 % des lycéens s'estiment au-dessus voire très au-dessus de la moyenne, contre moins de 38 % dans la recherche précédemment mentionnée.

Plusieurs explications peuvent être données à ce recrutement biaisé : la première, la plus évidente, est liée à la bonne volonté culturelle de certains lycéens. Comme dans d'autres enquêtes (nationales ou internationales) sur l'école et les loisirs (Octobre *et al.*, 2010 ; Porter et Whitcomb, 2005 ; Pirus, Leridon, 2010), ce sont les filles et les classes supérieures qui prennent davantage le temps de répondre à une sollicitation (extrascolaire) soutenue par leur établissement, et notamment par les CPE et le proviseur. En raison de leur socialisation culturelle et/ou de genre, les uns et les autres ont dès leur plus jeune âge intériorisé un fort sentiment de devoir envers l'institution scolaire qui les amène bien plus souvent que leurs camarades à se conformer aux différentes demandes qui leur sont faites, et à être à l'aise voire à apprécier les exercices/jeux/activités présentant une forme scolaire. Une deuxième explication peut être cherchée du côté des conditions matérielles d'existence. Tous les lycéens n'ont pas accès à un ordinateur personnel connecté à internet, ni un espace à soi où ils et elles peuvent remplir (sans être gêné et à l'abri des regards curieux) un questionnaire portant sur des points intimes de leur vie. Ce faisant, il peut devenir difficile de trouver du temps et un espace pour répondre à des questions dont l'urgence et l'intérêt (le rapport au futur) ne sautent pas directement aux yeux.

Malgré les limites énoncées, l'enquête permet de repérer des tendances – qui resteront à confirmer – à la fois sur les manières socialement différenciées dont les lycéens ont vécu le confinement, mais aussi sur les conséquences inégales de la crise sanitaire sur les perceptions et attentes des jeunes vis-à-vis de leur avenir (professionnel et scolaire). Avoir un échantillon de convenance ou non représentatif oblige à une certaine prudence dans l'énonciation des résultats, et notamment à les rattacher à chaque fois à leurs conditions sociales de production et aux caractéristiques spécifiques des enquêtés. Toutefois, la diversité des profils recueillis, en termes de genre, de milieu social et de parcours scolaire, n'empêche pas voire offre l'opportunité de mettre en lumière des différenciations/inégalités sociales à plusieurs niveaux et dans différents domaines de la vie des lycéens et de leurs parents. Celles-ci seront sans nul doute euphémisées par rapport à la manière dont elles se donnent à voir dans le monde social dans la mesure où notre population est bien plus homogène que la population générale. Elles indiquent des tendances valables dans un contexte social donné et qui mériteront d'être confirmées, nuancées ou amendées par des enquêtes nationales ou élaborées dans d'autres régions ou contextes.

Annexe 2 – Programme des séminaires réalisés

- **1^{er} séminaire : Understanding and comparing well-being: determinants and indicators Novembre 2017**
 - **Frank Furstenberg** (*U. Pennsylvania, Etats-Unis*) : “Family change in global perspective”
 - **Wolfgang Aschauer** (*U. Salzburg, Autriche*) : “An overview of well-being concepts and their potentials and limits in cross-cultural research”
 - **Michel Forsé** (*CNRS, France*) : “Subjective well-being and the sentiment of social justice”
 - **Michèle Lamont** (*Harvard, Etats-Unis*) : “Social resilience in the Neoliberal Era”
 - **Ellie Lee** (*U. Kent, Royaume-Uni*) and **Jonathan Bradshaw** (*U. York, Royaume-Uni*) : Discussion et éléments de synthèse

- **2^{ème} séminaire : Children’s subjective well-being 28-29 Juin 2018**
 - **Jonathan Bradshaw** (*U. York, Royaume-Uni*): “Exploring the case for the study of child subjective well-being”
 - **Michal Molcho** (*U. Galway, Irlande*): “Children, parents and well-being: learning from the Health Behaviour in School Aged Children (HBSC) Study”
 - **Olivier Thévenon** (*OCDE, France*): “Enhancing Child Well-Being to Promote Inclusive Growth. OECD approach to Child Well-Being”
 - **Laura Bernardi** (*U. Lausanne, Suisse*): “Children custody and social inequalities”
 - **Ingrid Schoon** (*University College London, Royaume-Uni*): “Developmental profiles of co-occurring internalizing and externalizing problems between ages 3 to 11 in a general UK population sample “
 - **Lidia Panico** (*INED, France*): “Measuring childhood multidimensional deprivation and how it changes around parental separation: a lifecourse approach”
 - **Ilona Ostner** (*U. Gottingen, Allemagne*) and **Kathryn Ecclestone** (*U. Sheffield, Royaume-Uni*) : Discussion et éléments de synthèse

- **3^{ème} séminaire : Parenting cultures, parenting determinism and child well-being 29-30 Novembre 2018**
 - **Ilona Ostner** (*U. Gottingen, Allemagne*): “‘New social risk’ policies for German and Swedish families”
 - **Ella Sihvonon** (*KELA, Finlande*): “From family policy to parenting support. Parenting-related anxiety in family support projects in Finland.”
 - **Mara Yerkes** (*U. Utrecht, Pays-Bas*): “Parenting styles in relation to children’s health and wellbeing”
 - **Barbara Da Roit** (*U. Venise, Italie*): “Children’s wellbeing and parenting: exploring the role of institutions”

- **Ellie Lee** (*U. Kent, Royaume-Uni*) and **Jan Macvarish** (*U. Kent, Royaume-Uni*): "Parental determinism and child well-being"
 - **Ashley Frawley** (*U. Swansea, Pays-de-Galles*): "Supporting the Sacred Journey: Wellbeing and the problematisation of parenting in Canadian First Nations communities."
 - **Jan Macvarish** (*U. Kent, Royaume-Uni*), **Kathryn Ecclestone** (*U. Sheffield, Royaume-Uni*) and **Michal Molcho** (*U. Galway, Irlande*): Discussion et éléments de synthèse
- **4^{ème} séminaire : *Child well-being, school and parental mediation***
26-27 Juin 2019
 - **Asa Lundqvist** (*U. Lund, Suède*): "'New social risk' policies for German and Swedish families"
 - **Muriel Darmon** (*Cnrs, France*): "Children's 'attitudes toward school': a brief review of sociological studies in France"
 - **Maia Cucchiara** (*Temple U., Etats-Unis*): "Institutional Perspectives on School Climate, Student-Teacher Relationships, and Students' Well-Being"
 - **Edgar Cabanas** (*U. Camilo José Cela, Espagne*): "Positive education and the rise of the happy student"
 - **Grant Duncan** (*Massey Univ, Nouvelle-Zélande*): "New Zealand: Educational inequality in a high-performing system"
 - **Patrick Nigel Thomas** (*U. Central Lancashire, Royaume-Uni*): "Wellbeing, recognition and participation: the challenge for schools"
 - **Emmanuelle Godeau** (*EHESP, France*): "How are French students feeling in their schools? Findings from the 2014 HBSC international study"
 - **Kévin Diter** (*EHESP, France*): "'I hate you, you hate me': Children's fortunes and misfortunes during the recess and the key role of adults"
 - **Cecilia Von Otter** (*U. Stockholm, Suède*): "Schooling, well-being and agency among Swedish children".
 - **Kathryn Ecclestone** (*U. Sheffield, Royaume-Uni*): "Changing the subject of education: the impact of a 'crisis' of well-being in Britain"
 - **Michel Vandebroek** (*U. Gent, Belgique*): "Is Early Childhood Education and Care (ECEC) part of the solution of inequalities, or is it part of the problem?"
 - **Cath Larkins** (*U. Central Lancashire, Royaume-Uni*): "Reimagining schooling from the perspectives of marginalised children and young people: balancing the rights of children with the expectations of parents and governments"
 - **Ellie Lee** (*U. Kent, Royaume-Uni*) : Discussion et éléments de synthèse

Annexe 3 - Publications issues des séminaires réalisés

1. Numéro spécial *Revue des politiques sociales et familiales* n° 131-132 bilingue (1^{er} et 2^e séminaire)



Le bien-être des enfants : un enjeu politique Understanding children's well-being : A political issue

Edito

Frédérique Chave

Introduction

Claude Martin

Partie 1 – Articles

Nouvelles perspectives des recherches comparatives internationales sur le bien-être
Wolfgang Aschauer

La pauvreté des enfants à la naissance en France
Résultats de l'enquête Elfe
Barbara Castillo Rico, Marion Leturcq, Lidia Panico

Le bien-être des enfants face à la pauvreté et à l'instabilité familiales au Royaume-Uni
La cohorte UK millennium
Ingrid Schoon

Modes de garde et inégalités sociales chez les enfants
Le volet espagnol de l'enquête HBSC
Anna Garriga, Laura Bernardi

Partie 2 – Traduction, synthèses et statistiques

La résilience sociale à l'ère néolibérale
Peter A. Hall, Michèle Lamont

Les études sur le bien-être subjectif des enfants
Quelques points de discussions
Jonathan Bradshaw

Une perspective internationale sur les enfants et le bien-être
Michal Molcho

Les approches du bien-être*Un champ de recherche multidimensionnel*

Zoé Perron, Julia Buzaud, Kevin Diter, Claude Martin

Les mesures du bien-être des enfants*Revue de littérature sur les grandes enquêtes internationales*

Julia Buzaud, Zoé Perron, Kevin Diter, Claude Martin

Partie 3 – Comptes rendus de lecture**De l'idéologie du bonheur de chacun à la défense de la joie pour tous***Lectures croisées*

par Claude Martin

Jan Macvarish*Neuroparenting. The expert invasion of family life*

par Zoé Perron

Partie 4 - Understanding well-being :A political issue**Introduction**

Claude Martin

New directions in cross-cultural well-being research

Wolfgang Aschauer

Childhood poverty and deprivation at the starting gate in France*Examples using Elfe survey*

Barbara Castillo Rico, Marion Leturcq, Lidia Panico

**The well-being of children in the face of socio-economic deprivation
and family instability**

Ingrid Schoon

Custody arrangements and social inequalities among children

Anna Garriga, Laura Bernardi

Child subjective well-being studies*Some points for discussion*

Jonathan Bradshaw

Children and well-being from an international perspective

Michal Molcho

2. Lien social et Politiques (3^{ème} séminaire)

Le déterminisme parental en question : La parentalisation du social

Claude Martin et Xavier Leloup – Présentation : La parentalisation du social

CULTURES DE PARENTALITÉ

- Ellie Lee et Jan Macvarish – Le « parent hélicoptère » et le paradoxe de la parentalité intensive au 21^e siècle
- Kevin Diter – « L'amour, c'est (pas) de leur âge » : styles d'éducation sentimentale et rapports socialement différenciés des enfants aux sentiments amoureux
- Amélia Legrave et Pauline Proboeuf – Le rôle des réseaux sociaux en ligne dans les choix scolaires alternatifs
- Ashley Frawley - « *Supporting the Sacred Journey* »: les histoires causales et le « problème » de la parentalité autochtone

L'ÉTAT ET LA PARENTALITÉ

- Alexandra Szőke - « Bons parents » et « enfants bien-aimés » : Parentalité intensive et pratiques quotidiennes dans les services d'aide à l'enfance en Hongrie
- Lisa Eklund et Åsa Lundqvist - « Gouverner en tant que pairs » (*Governing as peers*) : experts réticents et parents compétents au sein de l'État-providence suédois
- Marta Dominguez-Folgueras – Suivre (ou non) les recommandations sur l'allaitement : récits de mères espagnoles

INTERVENTIONS LOCALES ET PARENTALITÉ

- Annabelle Berthiaume – Mixer le social? Intervention et exercices de la parentalité dans un contexte de gentrification à Montréal
- Jean-Marc Goudet - La circulation des enfants au sein du champ médico-scolaire local dans un quartier populaire en France
- Marie-Charlotte Allam - De la « coéducation » à la « démission parentale » : le discours sur les parents dans un projet pédagogique expérimental (1970-2000)

NOTE DE RECHERCHE

- Svetlana Russkikh - L'émergence de nouvelles normes de parentalité dans le cadre de la politique familiale russe

NOTE DE LECTURES

- Claude Martin - Collectiviser la question parentale : les apports des *parenting cultures studies*

3. Ouvrage publié dans la collection Education and society chez Wiley (4^{ème} séminaire)

Child well-being at school: Role of the institution and parental mediation

Claude Martin, Julia Buzaud, Kevin Diter, Zoé Perron (eds)

Table des matières

Introduction (Claude Martin, Julia Buzaud, Kevin Diter, Zoé Perron)

PART 1: Well- and ill-being from public policies' perspectives:

2. Grant Duncan - "New Zealand: Evaluating inequality and well-being in a high-performing education system"
3. Michel Vandebroek - "Is Early Childhood Education and Care part of the solution of inequalities, or is it part of the problem?"

PART 2: Family-school relationships and children's well-being:

4. Sandrine Garcia - « Les conditions d'une mobilisation parentale scolairement efficace »
5. Agnès Grimault-Leprince *et al.* - "Do parental school expectations matter for children's well-being?"
6. Ghislain Leroy et Julie Pinsolle - « Valeurs éducatives "montessoriennes" et "bien-être" de l'enfant dans les catégories moyennes et supérieures »

PART 3: School climate and children's well-being at school:

7. Kevin Diter, Julia Buzaud, Claude Martin, Zoé Perron - "Differences in the difference": the effect of school-related factors on children's subjective well-being by country and social classes." The case of France, England and Portugal.
8. Maia Cucchiara - "'More than just teachers:' Building stronger student-teacher relationships to improve youth opportunities and well-being"
9. Dimitra Hartas - "The social context of teenage mental health and well-being"

PART 4: Well- and ill-being from children's perspectives:

10. Nigel Thomas - "Well-being, recognition and participation: the challenge for schools"
11. Cath Larkins - "Reimagining schooling from the perspectives of marginalised children and young people: balancing children's rights and rights claims alongside the expectations of parents and governments"

4. Bilan de la valorisation scientifique

Direction d'ouvrage

1. C. Martin (ed.), (2018), *Accompagner les parents dans leur travail éducatif et de soin*. Sous la direction de Claude Martin. Paris, la Documentation Française et en accès libre sur le site de l'éditeur, 2018, 143 pages.

En préparation

2. C. Martin, Buzaud J., Diter K., Perron Z., (eds.), *Child well-being at school. Role of institution and parental mediation*, London, Wiley, coll. 'Education and society'.

Direction de numéros thématiques de revues à comité de lecture

1. Martin C., Buzaud J., Diter K., Perron Z., (2019), *Revue de politiques sociales et familiales / Social and Family Policies Review*, numéro thématique « Understanding Children's Well-Being : A Political Issue », n° 132-133, 3^{ème} trimestre 2019
2. Martin C., Leloup X., (2020) *Lien social et Politiques*, numéro thématique « Le déterminisme parental en question. La parentalisation du social », n° 85, 2020

Articles dans des Revues à Comité de lecture

1. Martin C. (2017), "(Re)discovering parents and parenting in France. What really is new? ", *ZfF [Zeitschrift für Familienforschung / Journal of Family Research]*, Special Issue 11 (2016/2017) on "Parenting policy and support in comparative perspective", p. 273-292.
2. Martin C. (2017), « Les politiques d'accueil des enfants en France et en Europe : Atouts, limites et perspectives », *Revue française des affaires sociales*, n° 2, 2017, p. 301-308.
3. Martin C. (2017), "Investing in children. Breaking the cycle of disadvantage", European social policy network (ESPN) thematic report published on European Commission website.
4. Martin C. (2017), "Work, Family and Public Policy Dynamics in France", *International Review of Sociology*, 27 (3), 2017, p. 421-435.
5. Martin C. (2017), "Parenting as a public problem in a neoliberal era", *Journal of Comparative Family Studies*, special issue on "Families, citizenship and human rights in a global era", S. Fogiel-Bijaoui and Zvi Triger as guest editors, vol. XLVIII, n° 3, p. 303-314
6. Martin C. (2018), « Du bien-être à l'épanouissement de l'enfant. Investissement social, investissement parental », in C. Bauby et P. Suesser, *Santé et épanouissement de l'enfant : dans quel environnement ? Actes du 43^{ème} congrès des médecins de PMI*. Toulouse, éditions Erès.

7. Martin C. (2018), « Des styles éducatifs des parents aux *Parenting cultures* : un champ de recherche en développement », *L'Année sociologique*, n° 68-2, 2018
8. Martin C. (2019), « L'enfance : une question politique », *Après-demain*, revue de la Fondation Seligman, n° 49, mars 2019, p. 10-12.
9. Martin C. (2019), « Comprendre le bien-être des enfants : un enjeu politique », *Revue de Politiques sociales et familiales*, n°132-133, 2019.
10. Perron Z., Buzaud J., Diter K., Martin C., (2019), « Les approches du bien-être : un champ de recherche à entrées multiples », *Revue de Politiques sociales et familiales*, n° 132-133, 2019
11. Buzaud J., Perron Z., Diter K., Martin C., (2019), « Les mesures du bien-être des enfants dans les enquêtes internationales », *Revue de Politiques sociales et familiales*, n°132-133.
12. Martin C., (2019), « De l'idéologie du bonheur de chacun à la défense du bonheur pour tous », *Revue de Politiques sociales et familiales*, n°131-132, 2019
13. Martin C., Perron Z., Buzaud J., (2019) « Le bien-être de l'enfant : évolution d'une notion, ambiguïtés des dimensions et mesures », *Enfances, familles, générations, revue scientifique internationale*, n° 33 « Le corps politique de l'enfant », Montréal, revue en ligne sur érudit.
14. Martin C., (2019), « La pensée positive au service de la parentalité ou l'inverse ? », *Revue Spirale*, n° 91, p. 61-69.
15. Martin C., (2020), « Collectiviser la question parentale : les apports des *parenting cultures studies* », *Lien social et Politiques*, n° 85, 2020.
16. Martin C., Leloup X., (2020), « Parentaliser le social », *Lien social et Politiques*, n° 85, p. 5-18.

Prochainement

17. Diter, K., Buzaud J., Martin C., Perron, Z. (Forthcoming), "Accumulation of inequalities: the socially differentiated role of school on children's subjective well-being. The case of France.", *Population Review*
18. Diter, K., Buzaud, J., Leprince A., Martin C., « *Corona minus ou corona maxus ? : les effets inégaux de la crise sanitaire et du confinement sur le bien-être des lycéen.ne.s* », *Sciences et bonheur*, (en évaluation)

Chapitres dans des ouvrages académiques

1. Martin C., (2017), « Comment le Care s'impose-t-il à l'action publique ? », in A. Damamme, H. Hirata et P. Molinier (dir), *Le travail entre public, privé et intime. Comparaisons et enjeux internationaux du care*, Paris, L'Harmattan (collection Logiques sociales), 2017, p. 195-206
2. Martin C., (2018), « Gouverner la parentalité – gouverner par les parents », in C. Martin (dir), *Accompagner les parents dans leur travail éducatif et de soin*. Paris, La Documentation française, 2018
3. Martin C., (2018), « Engagement ou investissement des parents : Pour quel bien-être des enfants ? », in C. Martin (dir), *Accompagner les parents dans leur travail éducatif et de soin*. Paris, La documentation française, 2018
4. Martin C., (2018), « Du bien-être à l'épanouissement de l'enfant. Investissement social, investissement parental », in C. Bauby et P. Suesser, *Santé et épanouissement de l'enfant : dans quel environnement ? Actes du 43^{ème} congrès des médecins de PMI*. Toulouse, éditions Erès, 2018, p. 39-66.
5. Boyer D., Martin C., "Childcare options in France: Beyond the apparent 'free choice'", in Cary Cooper and Maria Karanika-Murray (eds.), *Navigating the return-to-work experience for new parents: Maintaining work-family well-being* to be published by Routledge in 2019, p. 113-124.
6. Martin C., (2020), "De quoi les parents sont-ils responsables ?", dans S. Paugam (dir), 50 questions de sociologie. Paris, PUF, 2020, p. 385-392.

Sous presse

7. Macvarish J., Martin C., (to be published), "Towards a 'parenting regime': globalizing tendencies and localised variation", in A-M. Castrén et al., *The Palgrave Handbook of Family Sociology in Europe*, Basingstoke - NY, Palgrave.
8. Martin C., (to be published), « Educating Parents: a Policy Issue », in Daly M., Gilbert N., Pfau-Effinger B., Besharov D., *International Handbook of Family Policy: A Life-Course Perspective*. Oxford, Oxford University press.
9. K. Diter, J. Buzaud, C. Martin, Z. Perron, (to be published) "Differences in the difference": the effect of school-related factors on children's subjective well-being by country and social classes." The case of France, England and Portugal" in C. Martin, J. Buzaud, K. Diter, Z. Perron (eds.) *Child well-being at school. Role of institution and parental mediation*, London, Wiley, coll. 'Education and society'.

Articles dans revues professionnelles ou de vulgarisation

1. Martin C., (2017), « Parents, mode d'emploi », in Sciences humaines, *L'art d'éduquer ses enfants*. Paris, éditions sciences humaines, 2017, p. 30-34
2. Martin C., (2018), "Recompositions des valeurs et référentiels des politiques familiales", *Informations sociales*, n°196-197, 2018, p. 51-60
3. Martin C., (2018), « Soutenir la condition parentale. Point de vue », *L'école des parents*, n°628, juillet-septembre 2018, p. 26-27
4. Martin C., (2019), « La pensée positive au service de la parentalité, ou l'inverse ? », *Revue Spirale*, n°91, 2019 (sous presse).
5. Martin C., (2019, « Bien-être des enfants : éléments de discussion », Actes du colloque de l'UNAF « La parentalité à l'épreuve de la société du bien-être », qui s'est tenu le 4 juin 2019 (sous presse)

Communications et conférences lors de colloques scientifiques

1. Martin C., (2017), "Parenting as a public problem in European social and preventive public health policies", ECPR Joint Session workshops, 2017 April 25th- 28th , University of Nottingham, UK
2. Martin C., (2017), "Black holes in the politicisation of new social risks in French public debates", ISA Lisbonne, Democracy and participation, Lisbon School of economics and management – ISEG, July 12-14 2017
3. Martin C., (2017), « Social investment versus parental investment: a French public problem? », European sociological association, 13th conference of the ESA, Panteion University, Athens, August 29- september 1st 2017
4. Martin C., (2017), "Emergence of a parentalism in the framing of family policies in France », 15th Espanet conference, ISCSPP, Lisbon, 13-15 September 2017
5. Martin C., (2017), "Las políticas de protección a la familia en Francia", invited conference at the Fondation Ezkerraberri : "Política publicas dirigidas a la familia en el Estado del Bienestar", Bilbao, 11/10/2017
6. Martin C., (2017), "Family change and family policies evolution in France", invited conference at the Korean Women Development Institute, International conference "Challenges for gender equality in Family policies", October 17th, 2017, Seoul, South Korea
7. Martin C., (2018), "Understanding and/or promoting children's well-being: a political and theoretical issue", communication at the ESA Conference of the RN 04 "Sociology of

- childhood, theorizing childhood", "Citizenship, culture and context", May 23-25 2018, ICS Lisbon University.
8. Martin C., Perron Z., (2018) "Promoting and Measuring Adolescents' and Youth Well-Being: State of the Art and Controversies", XIX International symposium of sociology of ISA "Power, violence and justice: reflections, responses and responsibilities", July 2018, Toronto (Canada)
 9. Martin C., (2018), « Que signifie "accompagner le travail parental" ? Accompagner des parents vulnérables ou accompagner des transitions », conférencier invité dans le cadre des [colloques de recherche LINES/LIVES, Institut des sciences sociales, Université de Lausanne, le 25 septembre 2018.](#)
 10. Martin C., (2018), « Supporting working parents », intervention in the session coordinated by Adrienne Burgess at the International Conference on "Parenting, child well-being and development" organized by Doha International Family Institute (DIFI) October 23-24 2018, Doha, Qatar. <http://event.difi.org.qa/>
 11. Martin C., (2018), "Children's well-being: parenting styles and educational institutions", Invited Conference at the Dipartimento di Filosofia e Beni Culturali Lectures, on the thematic: *Aver Cura della Cura*, Fondazione Querini Stampalia, Venezia, 14-15 Novembre 2018.
 12. Martin C., (2019), « Le recours à la preuve (evidence-based) dans les interventions sur les pratiques de socialisation des parents. Une comparaison de deux contextes nationaux », intervention au colloque de l'AISLF à l'université de Coimbra sur 'Julgamento profesional e tomada de decisão dos interventores sociais', 13 juin 2019 (avec Michel Vandembroecke, Université de Gent).
 13. Martin C., (2019), « Promouvoir le bien-être des enfants : la part des pouvoirs publics, la part des parents », conférencier invité au colloque international « Le monde des enfants et leur bien-être » par l'université de Nantes, le CREN et le projet En-jeu[x]- Enfance, jeunesse, Nantes, Cité des congrès et campus du Tertre, 20 et 21 juin 2019.
 14. Martin C., (2019), "Social Investment in Childhood: Arguments in the Academic and Institutional Arenas", presentation in the Joint session between Research network 4 'childhood' and 13 'families and intimate lives' on "In the Child's Best Interests?": Global Perspectives on Parenting Culture, Family Policy and Child Well-Being', at the 14th conference of European sociological association, Birmingham (UK) 20th-23rd of August 2019.
 15. Buzaud J., Perron Z., Diter K., Martin C., (2019), "Child well-being: the socially differentiated impacts of parents, friends and teachers" 7th Conference of the International Society for Child Indicators, August 2019, Tartu (Estonia)
 16. Diter K., (2019), « "Ma préférence à moi" : les mécaniques socialement différenciées du cœur des enfants », Congrès de l'Association Française de Sociologie, RT50, 27-30 Aout 2019, Aix-En-Provence
 17. Diter K., (2019), « Étudier la socialisation enfantine à partir d'enquêtes quantitatives : le cas d'une étude sur le bien-être et sur l'amour chez les enfants », Congrès de l'Association Française de Sociologie, 27-30 Aout 2019, Aix-En-Provence
 18. Martin C., (2019), Keynote speaker at the colloquium organized by CICS.NOVA on "Populations, Inequalities and Public Action". Keynote lecture on "Child and youth well-being as a public issue", University of the Azores, São Miguel, Azores, Portugal, 30th and 31st October 2019
 19. Martin C., (2019), Invited expert to the comparative symposium on Interdisciplinary Perspectives on Family Formation Policies. Symposium organized by Mary Daly (University of Oxford) and Hannah Zagel (Humboldt university) at Humboldt-University of Berlin, Campus Mitte on November 29th, Berlin
 20. Martin C., (2019), "Parenting support in the French context under a social investment rhetoric", invited conference at the International workshop on "Transforming Parents. Interdisciplinary Perspectives on Parenting Support in Immigrant Contexts", Berlin, December 5-7, 2019

21. Martin C., (2019), « Inégalités et évolution internationale des politiques publiques de la petite enfance », conférencier invité au Colloque International « Penser les inégalités dans l'enfance » de l' AISLF organisé par le CERLIS de l'université Paris-Descartes, 20-22 novembre 2019
22. Buzaud J., Perron Z., Diter K., Martin C., (2019), "Le cumul inégal des inégalités (scolaires et de santé) dans l'enfance. L'exemple des mesures du bien-être des enfants à partir des enquêtes Pisa (France)", Colloque International « Penser les inégalités dans l'enfance » de l' AISLF organisé par le CERLIS de l'université Paris-Descartes, 20-22 novembre 2019

Communications lors de colloques professionnels et dans les réseaux des Caf

1. Martin C., (2017), « Parents d'adolescents au 21ème siècle », contribution à la table-ronde de la journée d'étude pour les professionnels de l'adolescence et le réseau de la Maison des adolescents de Loire Atlantique, (animée par Antony Torzec et Catherine Joussemme, pédopsychiatre, le vendredi 10 février 2017, Nantes
2. Martin C., (2017), « Les politiques d'accompagnement et de soutien à la parentalité ». Conférencier invité par la Sauvegarde l'enfance d'Indre et Loire, Tours, 6 avril 2017
3. Martin C., (2017), « Accompagner le travail éducatif et de soin des parents », conférencier invité par les services contrat de ville, CISPD et Information Jeunesse lors du séminaire sur le schéma communautaire en direction des familles, le 7 novembre 2017 à Royan
4. Martin C., (2017), « Bien-être des enfants, rôle des parents ». Conférencier invité lors d'un séminaire organisé pour les administrateurs de la CNAF, le 15 novembre 2017, Paris
5. Martin C., (2017), « Du bien-être à l'épanouissement des enfants », Conférencier invité lors du 43^{ème} congrès du syndicat des médecins de PMI, les 1^{er} et 2 décembre 2017
6. Martin C., (2017), « Réflexions sur la fonction parentale », Conférencier invité par la Caf de Côte d'Or dans le cadre de l'animation du schéma départemental de services aux familles, Dijon, le 15 décembre 2017
7. Martin C., (2018), « Être parent aujourd'hui. Quel rôle pour les acteurs publics et les professionnels dans l'accompagnement ? », Conférencier invité lors de la journée départementale « Parents, faites-nous confiance », 22 février 2018, dans le cadre des semaines de la parentalité, REAAP du Finistère
8. Martin C., (2018), « Bien-être des enfants. Mais que font les parents ? ». Conférencier invité lors de la 4^{ème} journée parisienne « Parentalité et enfance », 12 mars 2018, dans le cadre des semaines d'information sur la santé mentale à l'Hôtel de Ville de Paris
9. Martin C., (2018), « Bien-être des adolescents, communication avec les parents et question scolaire ». Conférencier invité lors de la rencontre plénière du Conseil Rennais de santé mentale (semaine d'information sur la santé mentale), mercredi 21 mars, Maison des associations, Rennes
10. Martin C., (2018), « Regards croisés sur le soutien à la parentalité : comment mobiliser l'ensemble des acteurs pour mieux accompagner les parents ? », conférencier invité lors de la Journée nationale de soutien à la parentalité organisé par la direction générale à la cohésion sociale au ministère des Affaires sociales et de la Santé, Salle Pierre Laroque, le 30 mai 2018
11. Martin C., (2018), « Accompagner les parents, soutenir la parentalité », conférencier invité lors de la journée départementale parentalité organisé par Caf des Côtes d'Armor le 5 Juin 2018 à St-Brieuc

12. Martin C., (2018), « Evolution de la politique familiale en France et enjeux contemporains », conférencier invité lors de l'assemblée générale de l'UDAF de l'Aveyron à Rodez le 15 juin 2018
13. Martin C., (2018), « La politique familiale et les attentes de la société en matière d'accueil du jeune enfant ». Conférencier invité au congrès organisé par le Conseil économique social et environnemental sur la thématique suivante : « Assistant maternel et garde d'enfants : la professionnalisation des métiers au cœur des pratiques sociales et des enjeux sociétaux ». Paris, hémicycle du CESE, le 17 octobre 2018
14. Martin C., (2018), « L'éthique est-elle soluble dans la recherche de l'efficacité ? », communication au Séminaire de la société française de santé publique (SFSP), 3ème séance consacrée au thème : « Accompagnement à la parentalité et inégalités sociales de santé : quels termes du débat éthique ? », Paris, Ministère des Solidarités et de la Santé, 8 nov. 2018
15. Martin C., (2018), « Les enjeux du secteur enfance, jeunesse familles », intervention dans la table ronde des Journées Stratégiques Générations Mutualistes, animée par Julien Damon, avec S. Giampino Présidente du HCFEA, Laurent Ortalda, Responsable du pôle petite enfance à la CNAF et Vincent Reymond, Secrétaire Général. Délégation Interministérielle à la Lutte contre la Pauvreté des Enfants et des Jeunes, FNMF, Paris, le 8 novembre 2018
16. Martin C., (2018), « Enfance, famille et parentalité : à propos des familles d'aujourd'hui ». Conférencier invité au 39ème colloque médical du Syndicat National des Médecins de Santé Publique de l'Education Nationale, les 22 et 23 novembre 2018 à l'auditorium de la CFDT/SGEN, Paris
17. Martin C., (2018), « Bien-être des enfants et parentalité ». Conférence de l'Espace des sciences, salle Hubert Curien des Champs Libres, mardi 11 décembre 2018, <https://www.espace-sciences.org/conferences/bien-etre-des-enfants-et-parentalite>
18. Martin C., (2019), « Parentalité et politiques publiques », conférencier invité à la conférence-débat organisée par la Caf 64, à Pau, le Mardi 29 janvier 2019
19. Martin C., (2019), « Changements familiaux, question parentale et bien-être des enfants », conférencier invité devant les enseignants du Rectorat d'académie d'Ille – et-Vilaine, Rennes, le vendredi 29 mars 2019
20. Martin C., (2019), « Bien-être des enfants et parentalité : éléments de discussion », conférencier invité au colloque de l'UNAF « La parentalité à l'épreuve de la société du bien-être, UNAF, Paris, 4 juin 2019
21. Martin C., (2019), « Parentalité et politiques publiques », conférencier invité à la journée départementale organisée par la Caf de la Marne à Reims sur le thème « Accompagner les parents dans leur travail éducatif et de soin », le 12 septembre 2019.
22. Martin C., (2019), « Tensions entre le social et l'intime dans les familles contemporaines », conférencier invité aux 20 ans de l'Espace parents et enfants, à Issy-les-Moulineaux, le 15 octobre 2019
23. Martin C., (2019), « La marchandisation du bonheur et des identités positives », conférencier invité aux 10èmes journées spirale sur « la parentalité positive », 21 et 22 novembre 2019
24. Martin C., (2019), « Parentalité intensive et ses conséquences », conférencier invité par le Tribunal de grande instance lors du colloque « Justice et responsabilité parentale », TGI de Versailles, le 13 décembre 2019

Interventions dans les médias

1. Participation à l'émission de France culture « Du grain à moudre » le 4 janvier 2017 à 18:00 <https://www.franceculture.fr/emissions/du-grain-moudre/peut-ne-pas-rater-leducation-de-ses-enfants>
2. Interview publié sur le site *The Conversation* le vendredi 15 mars 2017, intitulé « Parlons d'autre chose que de leurs notes à nos ados ». Repris le 16 mars sur France Info https://www.francetvinfo.fr/societe/education/parents-parlez-dautre-chose-que-deleursnotes-avecvos-ados_2659748.html et Slate <http://www.slate.fr/source/159091/claude-martin>. Interview sur RMC <http://rmc.bfmtv.com/emission/parents-cessez-de-parler-d-ecole-a-vos-ados-1398643.html>
3. Interview publiée dans *Livres Hebdo* n° 1129, vendredi 12 mai 2017, dossier sur « Parenting en pleine croissance », par Sophie Gindensperger.
4. Interview publié sur le site Atlantico sur le thème : "L'adolescence s'étend désormais de 10 à 24 ans", mise en ligne le 21 janvier 2018 <http://www.atlantico.fr/decryptage/adolescence-etend-desormais-10-24-ans-c-est-en-tous-cas-these-defendue-scientifiques-britanniques-claude-martin-3286332.html>
5. Interview dans l'hebdomadaire *La Vie*, n° 3777 du 18 au 24 janvier 2018, « Quand l'Europe soutient la parentalité » http://www.lavie.fr/actualite/monde/quand-l-europe-soutient-la-parentalite-17-01-2018-87424_5.php
6. Interview dans le journal Libération du 7 février 2018, « Être bienveillant va de soi, mais... » http://www.liberation.fr/france/2018/02/06/claude-martin-etre-bienveillant-cela-va-de-soi-mais_1627941
7. Interview dans l'émission d'Ali Rebeihi sur France inter « Grand bien vous fasse », sur le thème « Le parent et l'enfant parfait, ça n'existe pas », le 28 mars 2018 <https://www.franceinter.fr/emissions/grand-bien-vous-fasse/grand-bien-vous-fasse-28-mars-2018>
8. Mention au réseau de recherche Bartle soutenue par la MSHB sur le retrait des jeunes et les hikikomori dans l'édito de l'émission *la tête au carré* France Inter le 11 avril 2018 <https://www.franceinter.fr/emissions/l-edito-carre/l-edito-carre-11-avril-2018>
9. Portrait dans le journal *La Croix* du 24 mai 2018 https://www.la-croix.com/Famille/Education/Claude-Martin-sociologue-attentif-familles-2018-05-24-1200941343?from_univers=lacroix
10. Interview avec Lucie Alexandre dans le journal *La Croix* du 28 Août 2018, « Allocations familiales, les associations déplorent un mauvais signal » <https://www.la-croix.com/France/Politique/Allocations-familiales-associations-deplorent-mauvais-signal-2018-08-27-1200964279>
11. Interview dans le journal *A Paris, le magazine des enfants de Paris*, interview intitulé : « La famille change, car tout change autour d'elle », n° 67, automne 2018, p. 30. http://www.nxtbook.fr/newpress/mairie-de-paris/APARIS_67-Automne_2018/index.php#/30
12. Interview dans le journal *Causette*, n° 92, septembre 2018 dans le dossier : « Le business du super enfant » de Aurèle Blanc. <https://www.causette.fr/le-mag/lire-article/article-2162/parents-parfaits-gare-au-burn-out.html>
13. Interview sur le site LCI avec Romain Le Vern, "Séparés, ils vivent toujours ensemble pour les enfants. Est-ce que 'l'amour flou' est vraiment une bonne idée?", 10 Octobre 2018. <https://www.lci.fr/vie-de-couple/film-romane-bohringer-philippe-rebbot-divorces-separes-ils-vivent-toujours-ensemble-pour-les-enfants-l-amour-flou-est-il-vraiment-une-bonne-idee-sortie-cine-2100887.html>
14. Interview dans le journal en ligne *Aleteia*, « La natalité baisse-t-elle en France », avec Gilles Pison, démographe professeur au Museum d'histoire naturelle, article de Mathilde de Robien <https://fr.aleteia.org/2018/09/11/la-natalite-baisse-t-elle-vraiment-en-france/>

15. Interview dans l'émission *Chercheurs en ville* sur le thème " Être un bon parent ", une injonction contemporaine le 19 octobre 2018.
https://www.mshb.fr/medias_mshb/-etre-un-bon-parent-une-injonction-contemporaine/5617/
16. Interview dans *la matinale* de France 3 le 11 décembre 2018. <https://youtu.be/dJ-DAYeZsvE>
17. Interview dans le journal *Science Ouest* sur le retrait des jeunes de la vie sociale, n° 368, janvier 2019. <https://www.espace-sciences.org/sciences-ouest/368/actualite/des-jeunes-se-retirent-de-la-vie-sociale>
18. Interview dans le journal *Le cercle Psy* sur « vivre ensemble séparés », n° 33, juin-août 2019, p. 69.
19. Participation à l'émission « Être et savoirs » de Louise Turret sur France Culture, le dimanche 8 septembre 2019 de 17 à 18 heures, « parentalité positive, nouvelle injonction éducative »
<https://www.franceculture.fr/emissions/etre-et-savoir/parentalite-positive-nouvelle-injonction-educative>
20. Interview publié sur le site d'information Slate sur la parentalité comme contrainte le 19 novembre 2019. <https://www.slate.fr/story/184047/critique-vie-familiale-parents-enfants-taches-contraintes-organisation-temps-liberte/>
21. Interview de Marion Rousset sur « L'éducation positive, bienveillante pour les enfants... moins pour les parents » publiée le 13 décembre 2019, dans la rubrique « penser autrement », Télérama.
<https://www.telerama.fr/idees/leducation-positive,-bienveillante-pour-les-enfants...-moins-pour-les-parents,n6569985.php>
22. Interview dans l'émission de l'école de journalisme de Science Po Rennes : "la camisole de l'idéal", janvier 2020, Canal B.
23. Interview dans le journal Libération du 29 janvier 2020, « Enfants et écrans : les adultes face à des injonctions contradictoires » avec Catherine Mallavoy.
https://www.liberation.fr/france/2020/01/28/les-adultes-sont-face-a-des-injonctions-contradictaires_1775862
24. Interview dans l'émission 24h Pujadas de la chaîne LCI du jeudi 13 Août 2020, « accès au logement des jeunes », <https://www.lci.fr/replay/video-24h-pujadas-du-jeudi-13-aout-2020-2161642.html>

Numéros récents

n° 215
2020

Revue de littérature sur les politiques d'accompagnement au développement des capacités des jeunes enfants - **Laudine Carbuccia, Carlo Barone, Grégoire Borst, Angela Greulich, Lidia Panico, Maxime Tô** - Liepp (Laboratoire interdisciplinaire d'Évaluation des Politiques Publiques), Sciences Po

n° 214
2020

Étude évaluative de l'offre de service d'appui au recouvrement de l'Aripa
Christian Laubressac, Lou Tilti, Marie Launet, Morgane Carpezat, Cécilia Barbry - Asdo Études

n° 213
2020

Étude qualitative sur le non-recours à la prime d'activité
Comprendre les situations de non-recours grâce aux entrées et sorties de la prestation
Cécile Kula, Liane Desseigne, Pauline Joly - Geste, Etudes et Conseils

n° 212
2020

Monoparentalité et précarité 4/4
Profils, parcours et expériences des familles monoparentales immigrées
Laure Moguérou, Tatiana Eremenko, Xavier Thierry, Rose Prigent - Ined

n° 211
2020

Monoparentalité et précarité 3/4
L'enfant en compte. Parenté pratique et circulation des enfants dans la pauvreté
Fabien Deshayes - CRESPPA - GTM

n° 210
2019

Monoparentalité et précarité 2/4
Qui nourrit, qui doit ou devrait nourrir l'enfant ? Mères seules et pères absents à la Martinique
Lefaucheur Nadine, Cantacuzène Roger, Kakile Joëlle, Lavra Paola, Thirof Myriam, Zabda Zebina Mylenn - CNRS

n° 209
2019

Monoparentalité et précarité 1/4
La situation des familles sans logement en Ile-de-France
Mireille Eberhard, Emilie Segol, Emmanuelle Guyavarch - Observatoire du Samusocial de Paris

n° 208
2019

Attentes, besoins et contraintes des parents en matière de conciliation vie familiale et vie professionnelle. Les premiers enseignements de l'enquête EMBLEME
Claire Laporte avec la participation d'Arnaud Crépin et Damien Hilairet Cnaf / TMO Régions

n° 207
2019

Évaluation de l'expérimentation de la garantie contre les impayés de pension alimentaire (Gipa)
Benoît Céroux, Florence Brunet, Pauline Kertudo, Clémence Petit Cnaf / Fors-Recherche sociale

n° 206
2019

Évaluation qualitative du dispositif « Promeneurs du Net »
François Cathelineau, Martin Audran, Manon Réguer-Petit, Arthur Jan
Agence Phare

n° 205
2019

2nd prix Cnaf - D'une grossesse transgressive à une maternité convenable
Aménagements temporels et arrangements normatifs chez de jeunes mères kanak
Océane Sipan École des Hautes Études en Sciences Sociales

Pour toutes correspondances
Anne-Claire Collier – 01 45 65 54 23
anne-claire.collier@cnaf.fr
Maquettiste Ysabelle Michelet

Les dossiers d'études ne peuvent être vendus,
ils sont téléchargeables directement sur le www.cnaf.fr
► Presse et Institutionnel ► Recherche et statistiques
► Publications

Cnaf – 32, avenue de la Sibelle
75685 Paris cedex 14